

(N° 434.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JUILLET 1924.

PROPOSITION DE LOI

relative aux receveurs, commis de carrière, employés techniciens, agents de police et généralement aux préposés des communes et des administrations subordonnées (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. GOLENVAUX.

MESSIEURS,

La proposition de loi soumise à la Chambre, concernant les traitements des agents des communes et des administrations subordonnées est d'initiative parlementaire.

Son élaboration est l'œuvre de la Fédération des receveurs et des agents communaux.

Emise au cours de la précédente législature par l'honorable M. Masson, elle fut, en 1922, représentée avec certaines modifications par notre collègue M. Pécher et porte les signatures de MM. Pepin, Heyman, Lamborelle, Tschoffen et Falony.

C'est en février 1923 qu'elle a été examinée par les sections de la Chambre. Elle y reçut un accueil très divers. Sur les 88 membres qui prirent part à ce premier examen, 10 s'abstinrent, 34 se montrèrent hostiles au projet, 44 l'admirent ; mais un grand nombre d'entre eux ne donnèrent un vote affirmatif que sous la réserve d'un remaniement complet de la proposition à laquelle ils trouvaient de multiples inconvénients et lacunes.

La Section Centrale a donc eu pour mission de dresser un nouveau projet tenant compte de ces divergences de vues et faisant disparaître, dans la mesure du possible, les objections présentées.

Elle a tenu à ce sujet de nombreuses réunions, aidée de l'auteur principal de la proposition ; c'est le fruit de ce travail approfondi que nous soumettons aux délibérations de la Chambre.

(1) Proposition de loi, n° 259 (1921-1922).

La Section centrale, présidée par M. Pirmez, était composée de MM. Van Belle, Uytroever, Hubin, Golenvaux, Melckmans, Poncetlet.

La proposition Pécher tend à régler législativement la situation de tous les agents des communes dont le statut n'a pas encore fait l'objet d'une réglementation générale.

Elle ne légifère pas pour les Secrétaires Communaux dont le régime est réglé par les lois du 3 juillet 1894, du 17 février 1911 et du 17 août 1920; ni pour les instituteurs communaux dont le traitement obligatoire est maintenant à la charge exclusive de l'État; ni pour les Commissaires de police et gardes-champêtres pour lesquels des lois spéciales ont été édictées.

En un mot la proposition voulait imposer aux communes des règles strictes limitant leurs pouvoirs en matière de fixation de traitement pour tous les membres du personnel communal.

Elle remaniait d'abord la législation existante relative à la rémunération des receveurs communaux. Elle présentait des règles relatives au taux de paiement des receveurs des institutions d'assistance. Elle édictait ensuite tout au système de traitements minimum et de barèmes d'augmentation pour les commis de carrière, employés techniciens, agents de police tant des administrations communales que des institutions subordonnées à celles-ci. Enfin elle fixait, pour les ouvriers communaux des minima de salaire.

A côté de ces règles relatives à la rémunération, elle cherchait à garantir les connaissances des candidats admissibles aux fonctions et complétait les mesures de protection du personnel communal par l'octroi de pourvois et de recours, la création d'une commission d'avis et de conciliation et divers privilèges accordés aux agents ayant fait preuve de dévouement pendant la guerre.

. . .

L'argument principal que l'on a fait valoir à l'appui de la proposition est celui que successivement l'on nous présenta, lors de la discussion des précédentes lois intéressant des agents communaux : En réglant la situation des fonctionnaires qui sont généralement et obligatoirement imposés à chaque commune, le pouvoir législatif a contracté l'obligation d'intervenir en faveur de tous ceux qui, dans les administrations importantes, constituent les cadres de personnels les plus divers et les plus étendus.

Nombreux sont ceux que cette tendance effraye et qui, peu satisfaits des dernières lois votées en cette matière, voient un danger de plus en plus grand dans cette nouvelle et sérieuse atteinte à l'autonomie communale.

La Constitution, dans son article 108, attribue aux conseils communaux tout ce qui est d'intérêt communal. Nos institutions ont, par cet organisation locale, un caractère de décentralisation bienfaisante basé sur toute notre histoire et ancré profondément dans nos mœurs.

Or, de plus en plus et dans tous les ordres d'idées, on semble s'efforcer à désarticuler cette armature traditionnelle.

De nombreuses lois ont imposé aux communes des charges disproportionnées qui les écrasent; ce sont tantôt des participations forcées à des institutions sociales et administratives d'ordre général; ce sont tantôt des concours obligatoires et onéreux à des travaux de gestion qui n'intéressent que l'État; c'est

encore une limitation outrée dans le pouvoir indiscutable qu'a la commune de créer de sa propre initiative et sous sa propre responsabilité les ressources correspondantes aux dépenses qu'elle ordonne.

Comme le disait l'honorable Bourgmestre de Bruxelles en s'adressant naguère au Roi : « Cette tendance manifeste de dépouiller les communes du droit de s'administrer elles-mêmes est contraire à notre Constitution et aux traditions vraies du pays. Elle est démoralisante et dangereuse ».

« Je sais, poursuivait-il, quelles sont les craintes qui, en ce domaine comme en tant d'autres, ont infligé un recul à la notion de la liberté ! Il faut cependant se résoudre à comprendre que nous vivons dans une démocratie et que ce n'est point en lui témoignant de la méfiance qu'on peut lui enseigner à n'en point mériter ».

N'est-ce point à nouveau dépasser la mesure de la prudence la plus élémentaire que prétendre limiter jusque dans le moindre détail, le pouvoir — contrôlé d'ailleurs par les administrés et les autorités supérieures — qu'ont eu jusqu'à présent les administrateurs communaux de choisir leurs multiples agents, de les rémunérer honnêtement, de fixer les règles de leur travail et d'apprécier souverainement leurs mérites ?

* *

Votre Section Centrale, observant scrupuleusement la mission qui lui a été confiée, a pensé qu'elle ne pouvait suivre les auteurs de la proposition dans tous leurs desiderata. Elle a toutefois estimé qu'elle devait faire un large pas dans la voie indiquée.

Nous avons donc reconnu unanimement qu'il était bon et équitable de garantir à tous les préposés au travail municipal un minimum de rémunération nécessaire pour leur assurer une vie décente et honorable,

Pour le surplus, en ce qui concerne le taux des traitements, nous croyons que ce serait faire œuvre dangereuse de fixer aux communes les règles strictes et uniformes qui doivent les guider dans l'appréciation du salaire mérité individuellement et progressivement par tous leurs agents.

Si des lois précédentes se sont départies de cette ligne de conduite, nous croyons que l'on n'a pas lieu de s'en féliciter outre mesure. Nous ferons d'ailleurs remarquer qu'elles ont été — jusqu'à présent — édictées en la seule faveur d'agents dont les fonctions sont soit obligatoires dans toutes les communes, soit connexes avec d'autres missions d'intérêt général.

Quant aux autres emplois, ils ont une diversité telle que toute mesure globale dépassant les limites que nous avons indiquées, risquerait d'amener, en beaucoup de cas particuliers, de sérieuses perturbations et même de graves injustices.

Nous pensons, en résumé, que la loi doit se contenter de fixer pour ces fonctions des minima de rémunération. Nous avons, en outre, admis qu'en cas d'aggravation anormale de la situation économique du pays, le Gouvernement puisse, par simple arrêté et sans devoir recourir à des mesures législatives, imposer aux communes l'obligation d'octroyer une indemnité de vie chère supplémentaire aux agents de leur personnel.

* *

Mais la loi présente n'a pas seulement pour objet le contrôle du taux des traitements; elle a un autre but — selon nous plus important — celui d'assurer des garanties sérieuses aux fonctionnaires et agents de la commune en ce qui concerne leur statut.

Votre Section centrale est entrée largement dans cette voie. Elle a même renforcé, sur plus d'un point, les dispositions pronées par les auteurs de la proposition.

N'est-ce pas dans ces mesures d'ailleurs que se trouve la grande efficacité de cette loi protectrice? Quelque soit la règle suivie, (soit fixation par le législateur de barèmes légaux ou simplement de minima, soit liberté absolue ou relative du pouvoir municipal) il faut un contrôle sérieux de l'intéressé et des pouvoirs supérieurs appelés à le protéger. Il importe avant tout, en un mot, de sauvegarder les principes de régularité et d'équité qui doivent régner dans l'application des règles imposées à la commune ou que celle-ci se trace elle-même.

Or, à ce point de vue, nous devons reconnaître que l'agent communal se trouve tout à fait déforcé devant les injustices que l'exagération des sanctions, le mauvais vouloir, la partialité ou même l'inadvertance de certaines administrations peuvent créer; presque toujours il sera impuissant pour exiger, en toute liberté, pleine et équitable réparation.

Il faut s'attacher à mettre fin à une telle situation, en complétant l'œuvre du législateur de 1903 :

L'article 83 de la loi communale donnait, sans restriction aucune, au Conseil le droit de révoquer et de suspendre les employés salariés dont la nomination lui est attribuée.

On a encore souvenir des abus qui découlèrent de l'application de ce principe rigide et absolu. Il y eut, sous l'empire de passions politiques, soit des révocations injustifiées, soit des suppressions d'emploi ou réductions de traitement constituant des révocations déguisées.

La loi du 30 juillet 1903 est heureusement venue apporter les plus sérieuses garanties de stabilité aux fonctions communales, en exigeant pour les mesures anormales dont nous venons de parler, l'approbation de la Députation permanente et en assurant, en outre, aux administrations et agents intéressés des recours au Roi.

Appliquer ces garanties aux seuls cas de révocation et de suspension ne suffit toutefois point. Il importe d'assurer au personnel des moyens de défense contre les autres mesures injustifiées qui l'atteindraient dans son gagne-pain.

La présente proposition s'en préoccupe heureusement. Elle élargit les principes admis dans la loi de 1903.

Dans tous les cas intéressant le traitement et le salaire, l'appel aux pouvoirs supérieurs serait généralement autorisé.

Désormais, le moindre agent communal ne pourra être privé des avantages ordinaires consentis par les règlements communaux et s'appliquant à ses années de service, sans avoir été entendu par le conseil communal devant lequel il peut présenter sa défense. Il bénéficiera, en outre, de recours à la Députation permanente et au Roi.

Mêmes recours et pourvois seront octroyés aux fonctionnaires, préposés et

ouvriers qui pourraient être lésés dans l'exécution des dispositions de la loi qui qui vous est ici soumise.

Bien plus, tous les agents communaux secondaires ou temporaires ou d'appoint etc. auxquels la présente loi ne s'appliquerait point, pourront adresser réclamation à la Députation permanente, lorsqu'ils auront des griefs à formuler contre les taux de salaires et traitements leur alloués.

Dans le but d'amener des solutions dont l'équité soit indiscutable d'assurer une étude consciencieuse et contradictoire des difficultés, de donner pleine efficacité aux décisions prises en suite de recours, l'on propose la constitution, auprès de chaque Députation Permanente d'une Commission d'avis et de conciliation qui puisse l'éclairer de son opinion en ces matières généralement fort contestées.

Ces commissions composées de membres des administrations compétentes et de délégués des Fédérations professionnelles d'agents et ouvriers communaux auront les connaissances et l'indépendance nécessaires pour exercer une influence bien-faisante dans tous les litiges qui intéressent la situation matérielle des serviteurs de la commune.

* * *

Pour parer à d'autres inconvénients relatifs au paiement des salaires, la présente loi prévoit qu'obligatoirement ils seront soldés une fois par mois. Le bien fondé de cette stipulation s'explique de lui-même.

Il semble également nécessaire d'inscrire dans la loi l'obligation pour les communes de faire bénéficier leur personnel des avantages mérités pour services rendus lors de la guerre. La durée de ces services entrera en compte pour fixer les traitements d'après les majorations que les règlements communaux accordent à l'ancienneté. C'est là un devoir de reconnaissance qu'il faut au besoin imposer aux administrations qui seraient tentées de n'y point prêter l'attention scrupuleuse qu'il mérite.

Il est bien entendu enfin, que, d'une manière générale, tous les droits acquis seront respectés et qu'aucun d'eux ne pourra être remis en question à l'occasion de la loi proposée.

* * *

Nous croyons avoir passé en revue tous les principes qui dominent la loi que nous vous convions de voter.

Nous y joindrons diverses réflexions et justifications que les articles particuliers du projet ont inspiré à votre Section centrale.

AGENTS VISÉS PAR LA LOI. (ARTICLE PREMIER.)

Il a paru bon d'indiquer au seuil de la loi, les catégories d'agents auxquelles d'une manière générale elle s'applique et de déterminer celles auxquelles elle ne se rapporte point.

Le principe admis est que seuls bénéficient des dispositions de la loi les employés, ouvriers et agents de toute espèce, occupés effectivement et exclusivement au service de la commune.

N'en bénéficient point les agents dont l'emploi revêt un caractère essentiellement temporaire ou d'appoint.

Cependant, par dérogation, la loi n'est pas applicable aux secrétaires communaux, aux commissaires de police et aux gardes-champêtres dont la situation est réglée par d'autres lois précédemment promulguées.

Il est évident aussi qu'elle ne s'applique pas aux instituteurs communaux dont les traitements sont soldés par le gouvernement et la situation réglée par une législation spéciale.

Seuls, parmi les fonctionnaires municipaux au sujet desquels il a été précédemment légiféré, les receveurs communaux auront leur situation modifiée selon les termes de la présente loi qui abroge expressément l'article 122 de la loi communale.

En dehors de ces exceptions, le principe est donc strict. Pour profiter des dispositions ici déterminées, il faut être *effectivement et exclusivement* au service de la commune.

Si une difficulté intervient dans l'application de ces termes pour l'un ou l'autre cas particulier, c'est l'autorité supérieure qui — en vertu de la mission lui confiée par la présente loi elle-même — aura à donner interprétation définitive.

RECEVEURS COMMUNAUX. (ART. 5 A 7.)

Ces fonctionnaires, pour le moment sous le régime de la législation de 1914, ont droit à un minimum de traitement fixé par les Députations Permanentes d'après un barème applicable à la province entière.

En fait les provinces, à l'exception d'une seule le Luxembourg, se sont mises d'accord pour l'application d'une même échelle différentielle basée sur l'importance des recettes d'après des catégories déterminées. Il y est mis toutefois une restriction capitale : le traitement initial ne peut dépasser un pourcentage de six ou sept dixièmes (selon le taux de la recette) du traitement de début du secrétaire communal (1),

La loi présente propose de fixer uniformément pour toute la Belgique, la rémunération minima des receveurs en la basant sur le montant des recettes ordinaires du budget communal de 1913, mais à l'exclusion de toute catégorie et sans restriction autre qu'un maximum de 20.000 francs pour le traitement initial.

Ces traitements initiaux sont des minima en dessous desquels les administrations communales ne peuvent descendre; il leur est loisible de les majorer avec l'approbation de la Députation permanente. En outre, la loi laisse aux communes le soin de fixer les augmentations périodiques de traitement qu'elles jugeraient nécessaire ou équitable de déterminer par voie de réglementation locale.

Quelle est la base admise par le projet de la Section centrale? C'est celle de la proposition de loi déposée qui ne faisait, d'ailleurs, que reproduire le projet de la Fédération nationale des Receveurs communaux.

(1) Voir l'annexe.

Ces taux constituent une amélioration dont l'on pourra juger par la comparaison avec ceux des barèmes provinciaux actuellement existants.

Votre Section centrale s'y est ralliée, estimant qu'ils étaient équitablement proportionnés.

Deux observations sont maintenant à souligner.

Les traitements minima seront fixés d'après les recettes du budget ordinaire de 1913. Pourquoi?

Il est évident que, depuis cette date, les budgets communaux ont augmenté dans des proportions très considérables. Un raisonnement trop simpliste semblerait conseiller au législateur décidé à baser les traitements minimum du receveur sur les recettes ordinaires, de choisir pour point de départ les recettes du dernier budget communal d'après guerre,

Évidemment aussi, dans ce cas, l'application du pourcentage visé dans le projet, ne pourrait se maintenir pour les recettes actuellement perçues; il faudrait l'ajuster.

Comme les Délégations permanentes dans l'élaboration de leur règlement inter-provincial, comme les auteurs de la proposition actuelle, comme la Fédération Nationale des Receveurs Communaux, votre Section Centrale a reconnu unanimement qu'une telle mesure fausserait complètement la situation des fonctionnaires intéressés.

Nous devons avouer que les bouleversements apportés à la fiscalité communale par la guerre, rendent impossible, dans la plupart des cas, la détermination exacte des recettes ordinaires des Communes; nombre de budgets sont encore dénaturés dans leur essence par suite des terribles secousses dont notre régime financier municipal a tant souffert.

Quand donc, d'une façon générale, toutes nos communes, dévastées ou non, auront-elles équilibré sainement et définitivement leur budget de recettes et dépenses? Nul n'oserait le dire. Ou sera en tous cas d'accord avec nous pour affirmer qu'en ce moment les finances communales sont loin d'être rentrées dans la voie normale.

Comment dès lors prendre les budgets actuels comme base d'une réglementation de traitements définitive?

Une seule solution était possible; c'est celle à laquelle nous nous sommes tous arrêtés: Prendre pour point de départ le dernier budget normal des communes qui peut donner seul un équilibre réel et raisonnable entre les divers services de recettes; en un mot se baser sur le budget de 1913.

L'article 7 de la loi prévoit l'interdiction pour les Receveurs Communaux de tenir commerce. Les inconvénients de voir ces agents exercer négoce sont tellement évidents que, sous réserve de tempéraments momentanés en faveur des situations acquises, il est nécessaire de consacrer par une disposition légale, cette défense absolue.

Les recours et pourvois accordés expressément au fonctionnaire objet de l'interdiction, sont la garantie que cette mesure ne pourra masquer des peines ou révocations injustes.

RECEVEURS D'ADMINISTRATIONS CHARITABLES.

La proposition de loi nous soumise prévoyait un barème réglant la situation des receveurs d'administrations charitables, tandis que la proposition Masson ne l'envisageait point.

Ce barème était même porté à des taux sensiblement supérieurs à celui des receveurs communaux, ce qui est à tous points de vue injustifiable.

Votre Section centrale a estimé qu'elle ne pouvait, sur ce point, suivre les auteurs de la proposition et qu'il serait dangereux et inopportun de fixer en cette matière des règles aux administrations d'assistance publique.

Voici les principales raisons qui ont justifié sa résolution :

D'abord, il paraît inconséquent de poser des règles pour des fonctions appelées à disparaître ou à être complètement modifiées par suite de la réforme de l'assistance publique, réforme votée par la Chambre et actuellement soumise au Sénat.

En second lieu, la diversité des institutions d'assistance et la complexité de leurs revenus sont tels qu'une réglementation générale, même basée sur l'importance de la recette, ne manquerait pas de créer de flagrantes injustices.

La nature de ces revenus, les facilités de leur rentrée ou les difficultés de leur perception varient à l'infini. Tarifier d'une façon stricte le taux du traitement du receveur d'après le seul montant de la recette, ne peut en aucune manière correspondre au travail effectivement fourni.

La gestion des biens mobiliers ou immobiliers de ces établissements diffère tellement, que les auteurs de la proposition et le législateur ont jusqu'à présent implicitement estimé que les fonctions de secrétaires de ces administrations devaient être rémunérées chacune *in specie*. Il appartient, en effet, aux administrations d'assistance de fixer équitablement le traitement de leur secrétaire, agent qui est pourtant l'âme de la gestion des établissements charitables.

Pourquoi en serait-il autrement pour les receveurs qui peuvent opérer dans certains cas d'importantes recettes nécessitant peu de travail et dans d'autres en percevoir de moindres avec un effort beaucoup plus grand.

Enfin un dernier argument, selon nous capital, a été envisagé. Nous nous trouvons en présence d'œuvres de bienfaisance; il y a, en beaucoup d'endroits, des hommes de cœur qui consentent à se charger de la perception des revenus et de la liquidation des paiements, si pas gratuitement, du moins pour une rémunération restreinte, soit qu'ils désirent faire acte de philanthropie, soit qu'ils trouvent dans cette fonction un simple appoint, jugé par eux suffisant, à d'autres ressources dont ils disposent.

Il nous paraîtrait inique de priver les administrations charitables de ces avantages.

Pour tous ces motifs, la Section Centrale a décidé d'écarter de la loi toute disposition relative à ce sujet.

COMMIS DE CARRIÈRE, EMPLOYÉS TECHNICIENS,
AGENTS DE POLICE ET POMPIERS PERMANENTS (ART. 8 à 15).

Les termes de « commis de carrière et employés techniciens » s'expliquent

d'eux-mêmes. Ils excluent toute fonction intermittente ou accessoire, de même les emplois spéciaux tels que les huissiers, concierges, messagers, percepteurs de taxes, infirmiers, etc., dont les attributions sont essentiellement variables selon les ressources, la population et l'organisation des communes. Toute difficulté d'interprétation à leur sujet sera d'ailleurs résolue par l'autorité supérieure sur l'intervention des intéressés, en vertu de l'article 23 du projet.

L'expression « agents de police » désigne évidemment tous les préposés directement au service de la police communale, autres que les commissaires pour lesquels il a été antérieurement légiféré.

Une catégorie d'agents a été jointe à la nomenclature de la proposition, celle des pompiers permanents qu'en raison d'une certaine analogie de fonctions, la Section centrale a jugé bon d'assimiler aux agents de la police locale. Mais, soulignons-le, la condition essentielle de cette assimilation est la permanence de la fonction : celle-ci doit absorber entièrement le travail du préposé.

*
* *

Les dispositions proposées en faveur de ces diverses classes d'agents s'appliqueront partout sauf cependant dans les communes dont la population est inférieure à 3.500 habitants,

La Section centrale a estimé que dans les localités à population restreinte la loi serait, d'une manière générale, inopérante.

En dehors des fonctions de secrétaire, receveur, garde-champêtre et, à la rigueur, commissaire de police, on ne conçoit guère l'emploi d'agents communaux à titre fixe et régulier dans les petites communes.

Si des fonctions spéciales y sont attribuées, c'est presque toujours comme appoint, à des personnes ayant d'autres occupations ou jouissant d'autres ressources personnelles.

Il a été estimé, d'ailleurs, qu'une règle générale trop stricte serait de nature à nuire, dans les localités peu peuplées (où les conditions de la vie sont souvent de beaucoup plus favorables que dans les centres plus importants) à la bonne marche des services communaux. Il arrive, en effet, fréquemment que, dans les petits bourgs et villages, certaines charges modestes, mais cependant effectives et exclusives, sont confiées à des personnes de bonne volonté, à des vieillards et des infirmes ; l'imposition d'un salaire trop onéreux pour les ressources de la commune amènerait leur licenciement.

Ce n'est à aucun point de vue désirable et l'on peut, en cette matière, faire confiance absolue aux administrations communales.

*
* *

La Section Centrale a admis (articles 9 et 10) les traitements minima variant d'après les diverses catégories de communes basées sur la population, tels qu'ils sont fixés dans la proposition déposée.

La proposition Masson de 1920 qui servit de base à celle qui nous est actuellement soumise, faisait cependant, parmi les agents bénéficiaires, des distinctions

qui n'ont plus été reproduites. Elle admettait, pour les agents de police, un taux initial de traitement notablement inférieur à celui des commis de carrière et agents techniciens.

La Section Centrale a préféré l'assimilation complète de tous ces agents. Elle a pensé que si, d'une part, la fonction de policier paraît inférieure, il y a lieu de tenir compte qu'elle est généralement plus tardivement octroyée. Les commis par exemple sont souvent nommés dès la fin de leurs études ; l'agent de police doit avoir terminé son service militaire et satisfaire à des conditions physiques et morales exigeant une certaine maturité. Il n'est que juste d'en tenir compte.

L'article 11 de la loi détermine les allocations supplémentaires qui peuvent entrer en ligne de compte pour la fixation du minimum de traitement : Ce sont celles qui sont faites en nature en vertu même de la fonction exercée.

Puisque l'imposition d'un minimum est reconnue nécessaire pour assurer les conditions indispensables de la vie des agents communaux, il est juste que, dans la supputation de ce minimum, l'on tienne compte de tous les avantages matériels qui découlent de la fonction elle-même.

Les allocations familiales ne rentrent évidemment pas dans cette catégorie d'avantages ; elles sont accordées non en raison de l'emploi, mais en vertu des charges supplémentaires de famille. Elles doivent donc être considérées comme étrangères à la fixation du minimum de traitement ; celles qui sont déjà décrétées et appliquées doivent être maintenues ; celles qui le seront dans l'avenir ne peuvent, en aucune façon, influencer sur le taux général imposé.

Il en sera de même pour les indemnités de vie chère, fixes ou mobiles, qui seront maintenues ou accordées après le réajustement des traitements que la loi présente nécessitera. Expliquons-nous :

Le caractère de ces indemnités est en principe essentiellement temporaire ; elles sont allouées pour obvier aux charges momentanées de la vie. Dans leur application, elles ont reçu les formules les plus diverses.

Les communes ont, depuis la guerre et sur l'inspiration directe même du Gouvernement, souvent recouru à cette forme d'allocations, parce que l'incertitude des conditions de l'existence prescrivait une grande prudence dans la fixation définitive des traitements et salaires.

Mais ce principe, disons-nous, a été appliqué de façon très variée. Des municipalités en sont arrivées à stabiliser définitivement les taux de rémunération ; d'autres ont, à côté de majorations importantes du salaire, limité très fortement les suppléments octroyés en vertu de la cherté de l'existence ; d'autres, enfin, n'ont fait que des augmentations légères de traitement fixe, parfois même ont maintenu simplement les taux d'avant-guerre en donnant une part beaucoup plus étendue à l'allocation supplémentaire.

Pour régulariser la situation des fonctionnaires, situation qui, en vertu de la loi, ne peut être dans l'ensemble de ses avantages remise en cause (voir article 17), il importera qu'après le vote de cette loi, bien des communes procèdent à un réajustement des traitements :

Les taux de rémunération devenus obligatoires devront être incorporés dans le traitement fixe. Le surplus des indemnités de vie chère, qui constitue un droit acquis, restera seul soumis aux conditions déterminées par le pouvoir communal à leur octroi.

Il en sera de même bien entendu des allocations supplémentaires accordées par la commune dans l'avenir.

...

La proposition de loi interdisait d'une manière générale à tous les commis, employés et agents de police d'exercer un commerce directement ou par personne interposée.

La Section Centrale a estimé qu'émise d'une façon aussi radicale la mesure pouvait, dans beaucoup de cas intéressants, présenter de très graves inconvénients et constituer même parfois, pour les intéressés, une privation de ressources légitimes, inutile et peu équitable.

On comprend que l'interdiction de l'exercice d'un commerce s'impose en principe; elle est de nature à empêcher des abus qui sautent aux yeux.

Mais d'autre part, n'existe-t-il pas — en dehors de l'activité commerciale — d'autres fonctions supplémentaires assumées par un agent, qui pourraient créer des situations intolérables et même préjudicier directement aux intérêts de la commune? Peut-on admettre, par exemple, qu'un directeur ou surveillant de travaux soit en même temps agent, courtier ou représentant d'un comptoir de matériaux?

Par contre, en quoi la bonne marche des affaires de la commune serait-elle entravée, par le fait que l'épouse ou les filles d'un agent tiennent un magasin ou exerce un petit négoce de produits tout-à-fait étrangers à ceux que l'administration peut être amenée à utiliser? Pourquoi interdire ces ressources d'appoint qui peuvent évidemment secourir un ménage souvent nombreux?

Il faut donc une formule plus large. Nous l'avons trouvée, nous semble-t-il, en interdisant aux agents « tout commerce et emploi dont l'exercice serait considéré par le Conseil Communal comme incompatible avec leur fonction. » (article 12.)

C'est donc le Conseil qui sera juge de tolérer, accorder ou retirer après abus constatés, l'autorisation dont il s'agit. En donnant aux intéressés des recours et pourvois soigneusement déterminés, on assure l'exécution équitable de ces prescriptions.

La loi prévoit, dans les mêmes conditions, une interdiction spéciale pour les agents de police : celle d'accepter une commission de garde pour des particuliers. La mission de police est d'intérêt général, elle doit être remplie équitablement vis à vis de toutes les propriétés, sans aucune préférence. Accepter une mission rémunérée d'un particulier, pour garder son domaine ou sa chasse, en échange d'une surveillance accentuée constitue un abus à juste titre répréhensible. Le titulaire serait évidemment tenté de consacrer au profit d'intérêts privés une activité qu'il doit à l'ensemble des citoyens et de compromettre même le caractère indispensable d'impartialité qui s'attache à ses fonctions.

* .

L'article 13 assimile aux employés des communes, les commis et techniciens en service dans les administrations intercommunales, dans les régies et dans les institutions d'assistance et autres subordonnées aux communes.

Les fonctions de ces préposés à des services dépendant du pouvoir communal ou placés sous sa surveillance ont une si grande analogie avec celles des services municipaux que le même statut peut, sans inconvénients, leur être appliqué.

OUVRIERS COMMUNAUX (ART. 14).

La proposition de loi Pécher préconise des minima de salaire pour « les ouvriers communaux nommés à titre définitifs ».

La proposition Masson n'avait pas cru devoir les admettre.

« En ce qui concerne les ouvriers, disait son exposé des motifs, nous avons pensé qu'il serait fort difficile et dans une certaine mesure préjudiciable à leurs intérêts d'assujettir leur salaire à la rigidité d'un barème inscrit dans la loi. Les travaux dont ils sont chargés sont très divers; très diverses aussi les aptitudes requises. Il faudrait un nombre infini de divisions et de classes pour mettre chacun à son rang, et lui assurer un minimum équitable. Enfin les salaires n'ont pas en général, même dans les administrations publiques, la fixité des traitements des employés. Les fluctuations des salaires de l'industrie ne sont pas sans influence sur ceux des services publics. »

« Nous avons pensé que les ouvriers trouveraient une garantie suffisante dans le droit d'exercer recours auprès des autorités supérieures; ce droit leur est conféré par le projet. »

La Section centrale a cependant admis les minima proposés, mais elle a reconnu la justesse de certaines des considérations ci-dessus émises, en modifiant les termes de l'article soumis à son examen.

Les minima s'appliqueront au « salaire des ouvriers non qualifiés faisant exclusivement et effectivement partie du personnel communal ». C'est donc au taux initial fixé pour les journaliers n'exerçant pas un métier spécialisé au profit de la commune.

Pour les ouvriers « qualifiés » (menuisiers, forgerons, maçons, électriciens, etc.) les conditions de rémunération du travail s'établiront évidemment d'elles-mêmes selon les taux normaux des salaires similaires payés dans la région.

Les mots « effectivement et exclusivement » s'interprètent comme nous l'avons indiqué plus haut.

Ajoutons toutefois que l'apprenti n'est pas un ouvrier au sens ici compris; il ne pourra réclamer les minima imposés que le jour où il sera à même de remplir normalement la tâche en vue de laquelle il a fait son apprentissage.

Pour les règles de leur travail, les ouvriers communaux sont évidemment sous l'empire de la loi sur le Contrat de travail du 10 mars 1900. Cette législation est strictement obligatoire pour eux comme pour la commune-patron qui les emploie.

Bien entendu, les stipulations des dispositions générales de la présente loi qui leur réservent expressément certains avantages ou obligations supplémentaires leur sont au surplus applicables.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Les articles 15 à 28 prévoient diverses dispositions d'ordre général dont le texte, appliquant les principes que nous avons déjà développés au début de ce rapport, demande peu de commentaires.

L'article 15 donne à tout le personnel communal un droit de recours à la Députation permanente et au Roi lorsque les augmentations fixées dans les règlements communaux n'ont pas été accordées par le conseil.

Les motifs qui ont guidé cette assemblée doivent être contrôlés.

Nous avons admis le texte de la proposition en accordant, en outre, à l'agent intéressé le droit de faire présenter sa défense par une personne de son choix.

L'article 16 impose le paiement des traitements et salaires au moins une fois par mois.

Il ajoute que tout mois commencé est dû en entier. Il s'agit ici, bien entendu, des mois de traitements fixés par mensualité. Pour les salaires des ouvriers communaux, qui sont la rémunération d'un travail manuel à rendement matériel, les stipulations de l'article 19 de la loi sur le Contrat de Travail, règlent dans le détail, les obligations et les droits de l'employeur et du travailleur.

L'article 17 garantit tous les droits présentement acquis par le personnel.

Les articles 18 et 19 fixent les avantages accordés aux agents qui, par suite de leur dévouement pendant la guerre, ont été dans l'impossibilité d'exercer les fonctions communales dont ils étaient chargés.

Le temps pendant lequel leurs services patriotiques ont été effectivement rendus est, selon la nature du concours apporté à la chose publique, compris dans la supputation des années d'ancienneté pour une durée équivalente et même, dans certains cas bien spécifiés, doublée.

Il est même tenu compte à ce sujet des cas de force majeure ayant empêché l'intéressé de bonne volonté de se dévouer effectivement à l'intérêt public.

Les faveurs de doublement résultant de ces dispositions ne sont expressément accordées qu'en vue de la mise au point des traitements ; elles n'ont aucune influence sur les droits aux promotions.

L'article 20 confère au Gouvernement le droit d'ordonner des allocations de vie chère supplémentaires, sujettes à révision trimestrielle.

L'article 21 indique le point de départ de la révision des traitements, conséquence de la loi ; celle-ci devra être appliquée à dater du 1 janvier 1925.

Il précise les règles à suivre quand les rémunérations seront influencées par l'augmentation de la population de la Commune. Il y a en effet des taux différentiels selon l'importance numérique des habitants de la localité.

Cette base admise est juste ; elle se trouve dans la loi concernant la situation des secrétaires communaux et a été reproduite dans les diverses propositions relatives à la matière qui nous occupe. Il est généralement reconnu d'ailleurs que les conditions de la vie sont plus onéreuses et les ressources publiques plus grandes à raison des accroissements de population.

Si cette majoration se produit telle qu'elle place la commune dans une catégorie plus élevée, il importe d'en faire bénéficier les agents de l'administration et de leur appliquer les nouveaux taux de traitement minimum en tenant compte des années de service de chaque titulaire.

L'article 22 réserve à un Arrêté royal le droit de classer les communes faisant partie d'une agglomération, à raison de la population totale de celle-ci.

Comme il s'agit ici d'un droit exceptionnel, il ne faut point se méprendre sur le terme « agglomération ».

Il ne s'agit point ici d'une réunion future de communes quelconques ; il doit s'y ajouter d'autres éléments justifiant l'assimilation. Les voici déterminés équitablement : d'abord l'agglomération doit être matérielle par la compénétration des habitations ; en outre doit s'y ajouter soit une similitude absolue, soit une raisonnable analogie des conditions de la vie d'une part, de l'activité et même des charges communales d'autre part.

On saisira l'impossibilité de fixer des règles absolues à ce sujet. Le Gouvernement appréciera souverainement ; il ne pourra évidemment le faire qu'après avoir consulté les administrations intéressées, appelées à faire connaître leurs désirs ou leurs objections.

Les articles 23 et 24 sont parmi les plus importants du projet. Ils donnent de la façon la plus générale à tous les préposés sans exception de l'Administration communale et des administrations subordonnées, des droits de recours à l'autorité supérieure, lorsqu'ils se croiront lésés dans l'application de la présente loi.

L'article 25 va même plus loin encore. Il accorde à tous les agents communaux auxquels la loi n'est pas applicable, même aux préposés temporaires, même aux titulaires de fonctions d'appoint, le droit de réclamation avec recours éventuel à la Députation permanente.

L'article 26 règle la composition et le fonctionnement de la Commission d'avis et de conciliation, qui sera créée dans chaque province.

La mission de ces Commissions sera essentiellement consultative.

Une seule observation est nécessaire : Comme certains membres qui la composent doivent être désignés par les Fédérations Nationales d'associations professionnelles des fonctionnaires, agents ou ouvriers communaux, il pourrait se présenter des contestations à ce sujet entre ces différents organismes. C'est évidemment au Ministre de l'Intérieur, en cas de désaccord, à choisir les Fédérations qui auront à désigner les délégués.

L'article 27₁ généralise et consacre dans la loi une innovation qui a déjà reçu

son application dans plusieurs provinces : C'est l'institution de cours spéciaux de graduat en services administratifs avec octroi de diplômes réguliers.

L'obtention de ce diplôme dispensera le porteur, dans certains cas, de subir l'examen imposé pour l'admissibilité aux fonctions qu'il sollicite.

La Section Centrale a ajouté un correctif tout indiqué. Le port de ce diplôme ne dispensera, en aucun cas, le postulant de l'examen sur les matières techniques et administratives complémentaires dont la connaissance serait en outre exigée par l'Administration communale pour les mandats qu'elle désire conférer à des employés spécialement compétents.

* . *

La proposition de loi originale, notamment dans ses articles 7, 17 et 21, reproduisait, à propos de chaque classe d'emplois visée, la stipulation suivante :

« Si, en raison des fluctuations du coût de la vie et par voie de mesure générale, les traitements des fonctionnaires et agents de l'État sont modifiés, le Gouvernement pourra réviser le barème établi par l'article ci-dessus, en se conformant aux règles suivant lesquelles les barèmes des autres agents seront éventuellement modifiés. »

La pensée des auteurs du projet était, semble-t-il, de permettre au Gouvernement d'apporter, sans avoir besoin de recourir à une loi, des modifications justifiées aux traitements minima ici votés; non pas que ce droit lui fut donné d'une manière absolue, mais lui fut reconnu lors que, lui-même, procéderait à une augmentation ou diminution des traitements ou salaires de ses fonctionnaires ou agents.

Il leur paraissait logique, en un mot, de faire concorder la situation des préposés communaux avec celle des agents similaires de l'État.

La Section centrale n'a pas admis cette thèse et a supprimé ces dispositions. A l'appui de cette manière de voir, l'on a apporté devant elle les arguments suivants :

« 1° La Section centrale ayant repoussé le principe et les modalités d'inscription dans la loi, d'un barème d'augmentations, il devient inutile et illogique de prévoir des modalités ou des mesures prévoyant les diminutions.

» 2° D'autre part, le barème d'augmentations ayant été repoussé par la Section centrale en vue de sauvegarder le droit des communes de le fixer elles-mêmes d'après leurs ressources et le genre de services qu'elles réclament de leur personnel, le maintien de ces articles empêcherait l'exercice de ce droit aussi bien que l'inscription du barème dans la loi.

» Enfin, cet illogisme devient plus flagrant encore quand il s'agit des ouvriers communaux. Le projet ne prévoit pas de barème d'augmentation pour eux, alors qu'il prévoit des mesures de diminution?

» 3° Les situations du personnel de l'État et de celui des communes diffèrent complètement entre elles.

» Traitements, salaires, pensions, indemnités de vie chère, familiales, de résidence, etc., rien n'est comparable pour ce qui concerne les bases et les modalités.

» D'autre part, ces situations diffèrent de commune à commune.

» Dans de telles conditions, une mesure générale de ce genre, prise par le Pouvoir central, et s'appliquant à des situations qui diffèrent à l'infini, provo-

querait un chaos dont les administrateurs communaux et le personnel intéressé peuvent seuls prévoir l'étendue.

» Pareille disposition ne serait admissible que si les conditions de travail du personnel de l'État et des communes étaient unifiées. »

Nous ajouterons à ces considérations qui nous ont été présentées, qu'à notre sens la question des aggravations éventuelles de la vie est influencée et même sauvegardée dans ses inconvénients, par les dispositions de l'article 20 du projet de la Section centrale. Celui-ci, ne l'oublions pas, confère au Gouvernement le droit d'imposer aux communes l'allocation d'indemnités de vie chère supplémentaires.

Par contre, si — ce qui n'est pas à prévoir, du moins comme événement prochain — la situation économique venait à s'améliorer dans une proportion telle que les traitements ne pourraient plus être maintenus à leur taux sans compromettre les intérêts primordiaux de la commune, il n'y aurait aucune difficulté à légiférer. La simple modification des taux repris dans trois articles de la loi suffirait pour les rétablir dans les limites de l'équité et de la justice.

*
* *

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le projet de loi que la Section centrale présente se borne en matière de taux de traitements à la fixation de minima.

Elle réserve aux communes de déterminer par voie de réglementation locale, le montant des augmentations normales et périodiques accordées à leur personnel.

Cette réglementation existe en fait dans la presque totalité des communes utilisant des agents pour leurs services administratifs et techniques.

L'article 28 de la loi prescrit à toutes la confection d'un barème dans lequel les dispositions légales nouvelles seront scrupuleusement observées.

Celles qui n'ont pas de barème devront donc en édicter un ; celles qui jouissent déjà d'une organisation à ce sujet, devront la mettre en concordance complète avec les nouvelles prescriptions.

La loi explicitement ou implicitement maintient aux administrations communales le droit absolu et souverain — sauf les recours spécifiés dans certains cas — d'arrêter les conditions générales ou spéciales d'admission aux divers emplois ; de refuser les augmentations aux agents ne remplissant pas convenablement leurs fonctions ; d'organiser la hiérarchie et les cadres du personnel à leur entière convenance ; de déterminer les conditions d'avancement dans l'échelle des grades soit à l'ancienneté, soit au choix, soit à la suite d'examens spéciaux.

*
* *

La Section Centrale s'est efforcée, dans son projet, de faire œuvre de protection sérieuse et avantageuse pour les receveurs, agents et ouvriers des communes. Elle l'a mis sur pied en s'efforçant de respecter, autant qu'il était possible, l'autonomie communale.

Rien, selon sa conviction, ne pourrait justifier des mesures plus étendues qui constitueraient une marque de défiance à l'égard du pouvoir municipal.

Celui-ci a le devoir auquel il ne faillira pas, d'assurer dignement la situation de ceux qui collaborent à ses travaux et de procurer à tous ses serviteurs toutes les garanties de défense et de protection pour leurs intérêts, leurs droits et leur liberté. Il a aussi l'obligation morale de parfaire éventuellement l'œuvre du législateur en s'inspirant des besoins d'une bonne administration, en tenant compte des ressources dont il dispose, en supportant les charges spéciales de la vie locale.

La Section Centrale invite la Chambre à voter, dans le plus bref délai, la loi dont elle lui soumet le texte.

Le Rapporteur,

FERNAND GOLENVAUX.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

ANNEXE.

*Barème de traitements des Receveurs Communaux
dressé par la Commission interprovinciale des Députés Permanents
et appliqué dans huit Provinces.*

ARTICLE PREMIER. — A) Le traitement *minimum* des Receveurs communaux de la Province est fixé comme suit :

Catégorie.	Montant des Recettes ordinaires.	Minimum.					
1	1 à 5.000	500					
2	5.001 à 8.000	750					
3	8.001 à 12.000	1.000					
4	12.001 à 15.000	1.250					
5	15.001 à 20.000	1.500					
6	20.001 à 30.000	2.000					
7	30.001 à 45.000	2.500					
8	45.001 à 60.000	3.000					
9	60.001 à 80.000	3.500					
10	80.001 à 100.000	4.000					
11	100.001 à 125.000	4.500					
12	125.001 à 150.000	5.000					
13	150.001 à 175.000	5.450					
14	175.001 à 200.000	6.125					
15	200.001 à 225.000	6.575					
16	225.001 à 250.000	7.025					
17	250.001 à 275.000	7.450					
18	275.001 à 325.000	7.850					
19	325.001 à 400.000	8.250					
20	Pour les recettes au-delà de 400.000 francs, le chiffre de 8.250 francs sera majoré pour former le traitement minimum du Receveur, dans les proportions suivantes : <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 60%;">1/2 p. c. de 400.000 à 700.000 = 1.500</td> <td rowspan="3" style="width: 5%; text-align: center; vertical-align: middle;">}</td> <td rowspan="3" style="width: 35%; vertical-align: middle;">ce qui donnera un traitement de 12.000 francs pour 2 millions de recettes ordinaires.</td> </tr> <tr> <td>1/4 p. c. de 700.001 à 1.200.000 = 1.250</td> </tr> <tr> <td>1/8 p. c. de 1.200.001 à 2.000.000 = 1.000</td> </tr> </table> Au-delà de 2 millions, la remise sera réduite à 1 pour mille des recettes ordinaires. Au-delà de 5 millions, la remise sera fixée à 1/4 pour mille.		1/2 p. c. de 400.000 à 700.000 = 1.500	}	ce qui donnera un traitement de 12.000 francs pour 2 millions de recettes ordinaires.	1/4 p. c. de 700.001 à 1.200.000 = 1.250	1/8 p. c. de 1.200.001 à 2.000.000 = 1.000
1/2 p. c. de 400.000 à 700.000 = 1.500	}	ce qui donnera un traitement de 12.000 francs pour 2 millions de recettes ordinaires.					
1/4 p. c. de 700.001 à 1.200.000 = 1.250							
1/8 p. c. de 1.200.001 à 2.000.000 = 1.000							

Toutefois, dans les communes de 1 à 10, le traitement minimum initial ne peut dépasser les 6/10^e du traitement initial du Secrétaire fixé par la loi du 17 août 1920; dans les communes de 11 à 20 les 7/10^e, et dans les communes où les recettes ordinaires dépassent 400.000 francs, le traitement initial accordé au secrétaire par la même loi.

ART. 2. — Le classement des communes dans les différentes catégories se fait d'après les recettes ordinaires du compte de 1913, y compris les subsides ordinaires pour l'enseignement et la voirie.

ART. 3. — Tous les deux ans, le Receveur communal a droit à une augmentation de son traitement initial fixée à 5 p. c. pour les catégories 1 à 9, 4 p. c. pour celles de 10 à 14, 3 p. c. pour les communes des autres catégories; le traitement effectif du Receveur étant donc formé par le traitement de base majoré du montant des augmentations biennales auxquelles lui donnent droit ses années de service.

ART. 4. — Les traitements établis d'après l'article 1^{er} seront sujets à révision à la date du 1^{er} janvier 1850.

ART. 5. — Lorsque, par suite de l'augmentation ou de la diminution des recettes constatée à l'occasion de la *révision décennale*, une commune passe dans une autre catégorie où il est fait usage d'un autre coefficient pour le calcul des *augmentations biennales*, c'est le coefficient de la catégorie dans laquelle elle entre qui est appliqué au Receveur, sans qu'il puisse toutefois y avoir diminution de la somme qui lui était allouée précédemment comme augmentation régulière.

ART. 6. — L'augmentation biennale pourra être refusée par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente, au Receveur qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante; elle cessera d'être obligatoire lorsque le Receveur aura atteint l'âge de 65 ans.

ART. 7. — Le temps de service accompli depuis le 1^{er} août 1914 par les mobilisés et qui leur donne droit à l'attribution des chevrons de front, de même que le temps pendant lequel ils ont été effectivement prisonniers est compté double. Il en est de même du temps pendant lequel les mobilisés ou volontaires de guerre ont, par suite de maladies, de blessures ou d'infirmités contractées à l'armée, été dans l'impossibilité d'obtenir de chevrons de front.

ART. 8. — Les traitements actuels qui dépasseraient le montant fixé comme il est dit ci dessus restent acquis et ne peuvent être réduits tant que les titulaires restent en fonctions.

ART. 9. — Le présent barème ne constitue que le minimum du traitement du Receveur; le Conseil communal peut toujours, sous l'approbation de la Députation permanente, allouer un traitement supérieur; il peut, dans les mêmes conditions, allouer des augmentations dépassant le tantième prévu, et avant l'expiration de la période biennale.

ART. 10. — Si un Receveur communal exerce ses fonctions dans plus d'une commune, son traitement de base et les augmentations biennales seront identiques au traitement et augmentations alloués aux Receveurs correspondant aux catégories du montant total des recettes à effectuer.

Le traitement de base sera majoré de 5 p. c., à titre d'indemnité spéciale et réparti entre les communes au prorata des recettes ordinaires.

(20)

(N^o 434.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JULI 1924.

Wetsvoorstel

betreffende de ontvangers, beroepsklerken, technische bedienden, politieagenten en in 't algemeen al de aangestelden der gemeenten en der daarvan afhangende besturen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GOLENVAUX.

MIJNE HEEREN,

Het aan de Kamer voorgelegde wetsvoorstel betreffende de wedden der gemeentebeampten en der van de gemeenten afhangende besturen is uitgegaan van het Parlement.

Het werd opgemaakt door den Bond der gemeenteontvangers en beambten.

Tijdens den voorgaanden zittingstermijn ingediend door den achtbaren heer Masson, werd het in 1922 met sommige wijzigingen terug voorgedragen door onzen collega, den heer Pecher en onderteekend door de heeren Pepin, Heyman, Lamborelle, Tschoffen en Falony.

In Februari 1923, werd het voorstel door de afdeelingen der Kamer onderzocht en op zeer verschillende wijze onthaald. Op de 88 leden, die aan dit eerste onderzoek deelnamen, hebben er zich 10 onthouden, 54 waren er tegen en 44 voor; doch velen onder hen gaven slechts hunne goedkeuring mits het voorstel, waarin zij tal van bezwaren en leemten ontdekten, volkomen werde herwerkt.

De Middenafdeeling moest dus een nieuw ontwerp opmaken met inachtneming van deze onderscheidene meeningen ten einde de voorgebrachte bezwaren in de mate van het mogelijke te doen verdwijnen.

Tal van vergaderingen werden aan dat doel gewijd dank zij de voorlichting van den voornaamsten steller van het ontwerp; de vrucht van dit werk leggen wij de Kamer ter beraadslaging voor.

Het voorstel Pecher wil door eene wet den toestand regelen van al de gemeen-

(1) Wetsvoorstel, n^o 259 (1921-1922).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit de heeren Van Belle, Uytroever, Hubin, Golenvaux, Melckmans en Poncelet.

tebedienden waarvan het statuut nog niet door eene algemeene regeling werd vastgesteld.

Daarin wordt niets bepaald betreffende de Gemeentesecretarissen, wier toestand geregeld wordt door de wetten van 5 Juli 1894, 17 Februari 1911 en 17 Augustus 1920; ook niet betreffende de gemeenteonderwijzers waarvan de verplichte jaarwedde thans uitsluitend ten laste van den Staat komt; noch betreffende de politiecommissarissen en veldwachters voor dewelke bijzondere wetten werden gemaakt.

Kortom, het voorstel wilde de gemeenten vaste regelen voorschrijven waarbij hunne rechten werden beperkt in zake vaststelling der wedde voor al de leden van het gemeentepersoneel.

Het wijzigde eerst de bestaande wetgeving in zake de bezoldiging der gemeentevangers. Het stelde regelen voor betreffende het bedrag der betaling van de ontvangers der onderstandsinrichtingen. Daarna gaf het heel een stelsel van minima-wedden en van verhoogingbarema's voor de beroepsklerken, de technische bedienden, de politieagenten zoo van de gemeentebeheeren als van de daarvan afhangelnde instellingen. Eindelijk bepaalde het minima-loonen voor de gemeentewerklieden.

Naast deze regelen betreffende de bezoldiging, trachtte het waarborgen te vinden voor de kennis van de candidaten aanneembaar voor de betrekkingen, en vulde de maatregelen tot bescherming van het gemeentepersoneel aan door toekening van voorziening en verhaal, het instellen van eene commissie van advies en verzoening, en andere voorrechten verleend aan de bedienden die bewijs hebben geleverd van toewijding gedurende den oorlog.

* * *

Het hoofdargument dat men aanvoert tot staving van het voorstel is dit, hetwelk men ons achtereenvolgens voorlegde bij de bespreking van de vroegere wetten betreffende de gemeentebedienden : Door den toestand te regelen van de ambtenaren die, over het algemeen en verplichtend aan elke gemeente worden opgelegd, heeft de wetgevende macht de verplichting op zich genomen tusschen te komen ten voordeele van al degenen die, in de belangrijke administratiën, de meest verschillende en uitgebreide kaders uitmaken.

Velen worden door deze strekking afgeschrikt, en, niet tevreden over de laatste wetten daaromtrent aangenomen, zien zij een steeds stijgend gevaar in deze nieuwe en ernstige inbreuk op de gemeentezelfstandigheid.

Artikel 103 van de Grondwet kent aan de bevoegdheid van de gemeenteraden toe alles wat tot het gemeentebelang behoort. Door deze plaatselijke organisatie bezitten onze instellingen een karakter van heilzame decentralisatie, gestruind op ons verleden en diep in de zeden ingeworteld.

Welnu, het komt ons voor dat men meer en meer, en in al onze openbare instellingen, dit traditioneele kader wil verwringen.

Talrijke wetten hebben aan de gemeenten buiten alle verhouding staande lasten opgelegd waaronder zij bezwijken; hier is het de verplichte deelneming aan sociale en administratieve instellingen van algemeen aard; daar is het de ver-

plichte en veeleischende medewerking in de beherendiensten die alleen den Staat aanbelangen; verder is het nogmaals eene overdreven beperking van de onbetwistbare macht welke de gemeente bezit, uit eigen initiatief en onder eigen aansprakelijkheid de middelen te beperken om de gemaakte daarmee overeenkomende uitgaven te bestrijden.

Zooals de achtbare burgemeester van Brussel eertijds in eene redevoering aan den Koning verklaarde: « Is dit klaarblijkend streven om de gemeenten van hun eigenmachtig bestuur te ontheffen in strijd met onze Grondwet en met 's lands ware gebruiken. Het werkt ontzenuwend en is gevaarlijk. »

« Weliswaar ken ik de vrees welke op dit gebied zooals elders het vrijheidsbegrip een kreuk heeft gegeven. Men moet echter verstaan, dat wij een democratischen tijd beleven en wij niet door blijken van mistrouwen dit laatste kunnen afleeren. »

Is dit weer niet buiten het spoor loopen der eenvoudigste voorzichtigheid, wanneer men tot in de geringste onderdeelen perken wil stellen aan de macht — die overigens onder toezicht staat der ingezetenen en van het hooger gezag — en waardoor het tot nogtoe aan de gemeentebestuurders behoorde, hunne onderscheidene beambten te kiezen, ze eerlijk te bezoldigen, hun werk te regelen en op onbetwistbare wijze over hunne verdiensten te oordeelen?

*
* *

Uwe Middenafdeeling die de haar toevertrouwde zending met zorg in acht neemt, was van gevoelen dat, zonder de makers van het voorstel in al hunne wenschen te kunnen volgen, zij niettemin met flinken stap de aangewezen baan moest inslaan.

Wij waren dus algemeen van gevoelen, dat het redelijk en billijk was ten voordeele van al de aangestelden bij de gemeentelijke werkzaamheden eene minimum-wedde te verzekeren noodzakelijk voor eene betamelijke en eerbare levenswijze.

Voor het overige meenen wij, dat het gevaarlijk wezen zou in zake bedrag der wedden aan de gemeenten vaste en eenvormige regelen op te leggen tot beoordeeling van het loon dat iedereen afzonderlijk en geleidelijk toekomt.

Werd er van deze gedragslijn afgeweken krachtens voorgaande wetten, dan meenen wij, dat de gevolgen daarvan niet zeer heilzaam zijn geweest. Wij zullen ten andere doen opmerken, dat tot nogtoe dergelijke wetten enkel uitgevaardigd werden ten gunste van beambten wier bediening ofwel verplichting is in al de gemeenten ofwel in verband staat met andere bedieningen van algemeen belang.

Wat de andere ambten betreft, deze zijn zoo verscheiden, dat elke algemeene maatregel buiten de door ons aangewezen palen, in tal van afzonderlijke gevallen erge storingen en zelfs zware onrechtvaardigheden zou kunnen voor gevolg hebben.

Kortom wij meenen, dat de wet zich bepalen moet bij de vaststelling van eene minimum-vergelding voor deze ambtenaren.

Bovendien hebben wij aangenomen dat, in geval van abnormale verscherping van 's lands economischen toestand, de Regeering gemachtigd wordt, door middel van eenvoudig besluit en zonder noodzakelijkheid eener wet, aan de gemeenten

de verplichting op te leggen, een bijkomenden duurtetoeslag toe te kennen aan de leden van hun personeel.

*
*
*

Maar deze wet beoogt niet alleen de contrôle over het bedrag der jaarwedden; zij heeft een ander, onzes inziens belangrijker doel, namelijk ernstige waarborgen te verzekeren aan de beambten en bedienden der gemeente wat betreft hun statuut.

Uwe Middenafdeeling heeft zonder aarzelen dien weg ingeslagen. Op meer dan een punt heeft zij zelfs de bepalingen voorgesteld voor de indieners van het ontwerp.

Is het trouwens niet in die maatregelen dat de groote doeltreffendheid ligt van deze beschermingswet? Welke regel men ook volge, (hetzij vaststelling door den wetgever van wettelijke barema's of eenvoudig van minima, hetzij volstreekte of betrekkelijke vrijheid van de gemeentelijke macht,) een ernstige contrôle van den belanghebbende en van de hogere machten, aangewezen voor hem te beschermen, is er altijd noodig. Kortom, men dient voor alles de beginselen te waarborgen van regelmatigheid en rechtvaardigheid, die moeten heerschen bij de toepassing van de regelen opgelegd aan de gemeente, of welke deze zelf zelf heeft gesteld.

Welnu, op dit stuk moeten wij erkennen dat de gemeentebediende heelemaal machteloos staat tegenover de onrechtvaardigheden die de overdreven sancties, kwade wil, partijdigheid of zelfs onachtzaamheid van sommige administraties kunnen doen ontstaan; bijna altijd zal hij machteloos zijn om in alle vrijheid volledig en rechtvaardig herstel te eischen.

Men moet trachten aan dien toestand een eind te maken door het werk van den wetgever van 1903 te volledigen:

Artikel 85 van de gemeentewet gaf, zonder eenige beperking, aan den Raad het recht de loontrekkende bedienden, wier benoeming van hen afhing, af te zetten of te schorsen.

Men herinnert zich nog wel de misbruiken die de toepassing van dit strenge en absolute beginsel medebracht. Onder den druk der politieke hartstochten werden er ongewettigde afzettingen gedaan, of ambten opgeheven, of wedden vernield, wat feitelijk gelijkstond met afzettingen.

De wet van 30 Juli 1903 heeft gelukkig ernstige waarborgen van stabiliteit aan de gemeentebedieningen verzekerd, met de goedkeuring te eischen, voor de ongewone maatregelen die wij aanhalen, van de Bestendige Deputatie, en door bovendien aan de betrokken bedienden en besturen het beroep bij den Koning toe te staan.

Het is nochtans niet genoeg deze waarborgen alleen toe te passen op de gevallen van afzetting en schorsing. Men dient aan het personeel ook de verweermiddelen te verzekeren tegen de andere ongewettigde maatregelen die het in zijn broödwinning zouden bedreigen.

Het onderhavig voorstel houdt zich daar gelukkig mee bezig. Het verruimt de beginselen aangenomen in de wet van 1903.

In al de gevallen die betrekking hebben op de jaarwedde en het loon, zou het verhaal bij de hogere machten over het algemeen toegelaten zijn.

Voortaan zal men zelfs aan den geringsten gemeentebediende niet meer de gewone voordeelen mogen onthouden welke door de gemeentereglementen worden toegestaan en welke toepasselijk zijn op zijne dienstjaren, zonder dat de gemeenteraad, waarvoor hij zijne verdediging kan voordragen, hen vooraf heeft gehoord. Hij zal bovendien het recht hebben in beroep te komen bij de Bestendige Deputatie en bij den Koning.

Zelfde voorziening en verbaal worden verleend aan de ambtenaren, aangestelden en werklieden die zouden kunnen benadeeld worden in de uitvoering van de bepalingen der wet die u wordt voorgelegd.

Bovendien, al de ondergeschikte, of tijdelijke, of bezoldigde gemeentebedienden, enz., waarop deze wet niet zou toepasselijk zijn, zullen zich op de Bestendige Deputatie kunnen beroepen, wanneer zij bezwaren zouden hebben in te dienen tegen de hun toegekende loonen of wedden.

Met het doel tot oplossingen te komen waarvan de billijkheid niet kan worden betwist, een ernstig onderzoek, door elke partij, van de moeilijkheden te verzekeren, de beslissingen getroffen ten gevolge van het beroep doeltreffend te maken, stelt men voor bij elke Bestendige Deputatie eene Commissie van advies en verzoening op te richten, die door haar oordeel in deze algemeen zeer betwiste zaken de Deputatie zou voorlichten.

Deze Commissies, samengesteld uit leden van bevoegde besturen en uit afgevaardigden van de Beroepsverenigingen van gemeentebedienden en -werklieden, moeten de noodige kennis en onafhankelijkheid bezitten om een voldoende invloed uit te oefenen in al de geschillen die den stoffelijken toestand van al de gemeentebedienden aanbelangen.

. . .

Om andere bezwaren betreffende de uitbetaling der loonen te weren, voorziet deze wet de verplichting dit eens per maand te regelen. De gegrondheid dezer bepaling eischt geen betoog.

Insgelijks schijnt het noodzakelijk in de wet te schrijven, dat de gemeenten verplicht zijn aan hun personeel de verdiende voordeelen toe te kennen wegens tijdens den oorlog bewezen diensten. De duur van deze diensten zal in acht genomen worden om de wedden vast te stellen volgens de verhoogingen welke de gemeentereglementen aan de dienstjaren toekennen. Deze plicht van erkentelijkheid moet desnoods opgelegd worden aan de besturen die zouden geneigd wezen aan deze zaak niet de vereischte aandacht te wijden.

Ten slotte is het wel verstaan, dat in algemeenen regel al de verworven rechten zullen geëerbiedigd worden en geen enkel daarvan kan in betwisting komen naar aanleiding dezer wet.

. . .

Wij meenen al de beginselen welke de wet beheerschen, die wij U ter goedkeuring voorleggen, te hebben in oogenschouw genomen.

Daaraan zullen wij onderscheidene overwegingen ter billijking toevoegen, welke naar aanleiding van de afzonderlijke artikelen van het ontwerp aan de Middenafdeeling werden ingegeven.

BEAMBTEN DOOR DE WET BEDOELD. (EERSTE ARTIKEL.)

Het scheen ons van belang, reeds bij den aanvang der wet, de onderscheidene categorieën van beambten aan te wijzen, waarop zij in algemeenen regel van toepassing komt en ook die categorieën vast te stellen waarop zij niet van toepassing is.

Het aangenomen beginsel luidt : hebben alléén recht op de voordeelen der wet de beambten, werklieden en bedienden van allen aard, die werkelijk en uitsluitend in den dienst der gemeente gebezigd worden.

Hebben er geen recht op, de bedienden wier ambt hoofdzakelijk tijdelijk of toegevoegd is.

Bij afwijking is de wet echter niet van toepassing op de gemeentesecretarissen, de politiecommissarissen en de veldwachters wier toestand door vroegere wetten wordt geregeld.

Het is klaar, dat zij ook niet van toepassing is op de gemeenteteonderwijzers wier wedde door de Regeering wordt uitbetaald en wier toestand wordt geregeld door eene bijzondere wetgeving.

Onder de gemeenteambtenaren, wier toestand vroeger wettelijk werd geregeld, zullen alleen de gemeente-ontvangers hun toestand gewijzigd zien naar luid der bepalingen van deze wet, waardoor artikel 122 der Gemeentewet uitdrukkelijk wordt ingetrokken.

Buiten deze uitzonderingen staat het beginsel dus vast. Om echter het voordeel dezer bepalingen te genieten, moet men *werkelijk en uitsluitend* ten dienste der gemeente staan.

Moesten bij de toepassing dezer bepalingen in een of ander afzonderlijk geval bezwaren oprijzen, dan neemt de hoogere overheid — krachtens de opdracht haar door deze wet zelf toevertrouwd — de eindbeslissing.

GEMEENTEONTVANGERS (ART. 3 tot 7).

Deze ambtenaren, die voornamelijk onder de regeling der wetgeving van 1911 staan, hebben recht op een minimum-wedde door de Bestendige Deputatiën vastgesteld volgens een loonrooster die op gansche de provincie van toepassing is.

Feitelijk zijn al de provinciën — Luxemburg uitgezonderd — overeengekomen voor de toepassing van een zelfden differentieelen rooster die tot grondslag heeft de hoegrootheid der ontvangsten volgens bepaalde categorieën. Daaraan is echter eene beperking gesteld van hoogst gewichtigen aard : de aanvangswedde mag niet een procent overschrijden van zes of zeven tienden (volgens het bedrag der ontvangst) van de aanvangswedde van den gemeentesecretaris (1).

Deze wet stelt voor, de minimum-bezoldiging der ontvangers eenvormig vast te stellen voor gansche België met tot grondslag het bedrag der gewone ontvangsten van de gemeentebegroting voor 1913, met uitsluiting nochtans van elke categorie en zonder andere beperking dan een maximum van 20,000 frank voor de aanvangswedde.

(1) Zie bijlage.

Deze aanvangswedden zijn minima beneden welke de gemeentebesturen niet mogen dalen; zij kunnen ze verhoogen mits goedkeuring der Bestendige Deputatie. Bovendien laat de wet aan de gemeenten de zorg over om de periodische weddeverhoogen vast te stellen, welke zij door middel van plaatselijke regeling meenen te moeten bepalen.

Welke grondslag werd door de Middenafdeeling aangenomen? Die van het neergelegde wetsvoorstel, dat feitelijk slechts het ontwerp overneemt van den Nationalen Bond der Gemeenteontvangers.

Deze bedragen zijn eene verbetering waarvan men best kan oordeelen door ze te vergelijken met die der bestaande provinciale barema's.

Uwe Middenafdeeling heeft er zich bij aangesloten, denkende dat hunne verhouding billijk was.

Twée aanmerkingen moeten worden vooropgezet: De minima-wedden zullen worden bepaald naar de ontvangsten der gewone begrooting van 1913.

Waarom?

Het is klaar dat de gemeentebegrootingen, sindsdien, in aanzienlijke verhoudingen hebben toegenomen. De wetgever, die besloten zou hebben de minima-wedden van den ontvanger te gronden op de gewone ontvangsten, zou door een al te eenzijdige redeneering bewogen schijnen om als uitgangspunt te kiezen de ontvangsten der jongste naoorlogsche gemeentebegrooting.

Blijkbaar zou ook, in dit geval, de toepassing van het in het ontwerp bedoelde procent niet kunnen behouden worden voor de thans geïnde ontvangsten, zonder het aan te passen.

Evenals de Bestendige Deputatie bij het opmaken van het interprovinciaal reglement, — evenals de indieners van het onderhavige voorstel, — evenals het Nationaal Verbond der gemeenteontvangers, heeft uwe Middenafdeeling eenparig erkend dat een dergelijke maatregel volledig den toestand der belanghebbende ambtenaren zou ontreddeeren,

Wij moeten toegeven dat de dooreenwerping van het gemeentelijk belastingwezen door den oorlog, in meest al de gevallen, de juiste vaststelling van de gewone ontvangsten der gemeenten onmogelijk wordt gemaakt; nog zijn talrijke begrootingen in hun wezenlijkheid vervalscht ten gevolge van de vreeselijke schokken door ons gemeentelijk financieewezen ondergaan.

Wanneer dan, zullen al onze gemeenten, verwoest of niet, over 't algemeen hunne begrooting van ontvangsten en uitgaven op eene gezonde en vaste wijze in evenwicht kunnen brengen? Niemand durft het voorspellen. Men zal het in ieder geval met ons eens zijn om te bevestigen dat, op dit oogenblik, de gemeentefinanciën nog verre van den normalen weg verwijderd zijn.

Hoe kan men dienvolgens de huidige begrootingen als grondslag nemen van een vaste regeling der jaarwedden?

Eene enkele oplossing was mogelijk; die welke ons aller aandacht heeft gevestigd, te weten: voor uitgangspunt te nemen de jongste normale begrooting der gemeenten, welke alleen een wezenlijk en redelijk evenwicht kan geven tusschen de onderscheidene diensten van ontvangsten; kortom, zich steunen op de begrooting van 1913.

Artikel 7 der wet voorziet het verbod voor de Gemeenteontvangers van handel

te drijven. De bezwaren van handeldrijven door deze agenten zijn zoo in 't oog vallend, dat het, onder voorbehoud van dadelijke verzachtingen ten voordeele van verworven toestanden, noodzakelijk is dit volstrekt verbod te bekrachtigen door een wettelijke bepaling.

De vrijheid om in verhaal of in beroep te gaan, welke uitdrukkelijk wordt verleend aan de ambtenaren, op wie deze verbodsbepaling toepasselijk is, biedt de waarborg tegen onrechtvaardige straffen of afzettingen.

ONTVANGERS VAN WELDADIGHEIDSBESTUREN.

Het voorgelegde wetsontwerp voorzag een barema waardoor de toestand der ontvangers van de weldadigheidsbesturen geregeld werd, terwijl het voorstel Masson daar niet over sprak.

Dit barema was zelfs gebracht op een bedrag dat merkkelijk hooger was dan dat van de gemeenteontvangers, wat onder geen opzicht te billijken is.

Uwe Middenafdeeling was van meening dat zij zich op dit punt bij de indieners van het voorstel niet konden aansluiten, en dat het gevaarlijk en ontijdig zou zijn te dezer zake aan de besturen van den openbaren onderstand regelen voor te schrijven.

Ziehier de beweeggronden die haar besluit verklaren :

Voorceerst komt het ons onlogisch voor regelen vast te stellen voor ambten die bestemd zijn te verdwijnen of heelemaal gewijzigd te worden naar aanleiding van de hervorming van den openbaren onderstand, hervorming door de Kamer goedgekeurd en thans onderworpen aan den Senaat.

In de tweede plaats is de verscheidenheid van de onderstandsinstellingen en de ingewikkeldheid van hare inkomsten zoodanig, dat eene algemeene regeling, zelfs gesteund op de belangrijkheid van de ontvangst, onvermijdelijk schreeuwend onrechtvaardigheden zou medebrengen.

De aard van deze inkomsten, de gemakkelijke wijzen van inning of de moeielijkheden daarmee gepaard gaande zijn oneindig verschillend. Het bedrag van de wedde van den ontvanger op een strikte wijze vaststellen naar het beloop van de ontvangst, kan in geenen deele overeenkomen met het werkelijk geleverde werk.

Het beheer vande roerende of onroerende goederen van deze uitstellingen is zoodanig verscheiden, dat de indieners van het voorstel en de wetgever, zonder het te zeggen, geoordeeld hebben dat de betrekkingen van de secretarissen dier besturen elk *in specie* moeten bezoldigd worden. De weldadigheidsbesturen moeten inderdaad op billijke wijze de wedde van hun secretaris vaststellen, daar hij de spil is waarop het beheer der weldadigheidsinstellingen draait.

Waarom zou men anders handelen voor de ontvangers die in sommige gevallen belangrijke ontvangsten kunnen doen, welke weinig werk vragen, en in andere gevallen er mindere doen die veel meer inspanning vereischen.

Een laatste beweeggrond, o. i. hoofdzaak, werd onderzocht. Wij staan hier voor weldadigheidswerken; op vele plaatsen zijn er goedhartige mensen die zich wel willen belasten met het innen van inkomsten en met het doen der uitbetalingen, zoo niet kosteloos, dan toch voor eene kleine bezoldiging, hetzij zij aldus een menschlievend werk wenschen te verrichten, hetzij zij daarin een bijverdiensje willen vinden, door hen zelf toereikend geoordeeld, bij hunne andere inkomsten.

Wij zouden het onrechtvaardig oordeelen de weldadigheidsbesturen van deze voordeelen te berooven.

Om al deze redenen, heeft de Middenafdeeling beslist uit de wet elke bepaling betreffende dit punt te weren.

BEROEPSKLERKEN, TECHNISCHE BEDIENDEN, POLITIEAGENTEN EN BESTENDIGE POMPIERS (ART. 8 TOT 13).

De woorden « beroepsklerken en technische bedienden » vragen geene verklaring. Zij sluiten alle tusschenambt of bijkomend ambt uit, zelfs de bijzondere ambten zooals bewakers, huisbewaarders, boden, belastinginzamelaars, ziekenverplegers, enz., wier bevoegdheden uiteraard veranderen volgens de inkomsten, de bevolking en de inrichting van de gemeenten. Elke moeilijkheid betreffende de juiste beteekenis daaromtrent zal ten andere opgelost worden door de hoogere overheid met tusschenkomst van de belanghebbenden, krachtens artikel 23 van het ontwerp.

De term « politieagenten » beduidt natuurlijk al degenen die rechtstreeks in den dienst der gemeentepolitie zijn aangesteld, buiten de commissarissen voor dewelke vroeger reeds eene wet werd gemaakt.

Eene reeks bedienden werd bijgevoegd in de opsomming van het voorstel, namelijk de bestendige pompiers, die de Middenafdeeling wegens eene zekere gelijkenis van betrekking, geoordeeld heeft te moeten gelijkstellen met de plaatselijke politieagenten. Maar wij drukken er op, de uithoofdzakelijke voorwaarde voor deze gelijkstelling is de bestendigheid van de betrekking : zij moet heel en al den arbeid van den aangestelde in beslag nemen.

*
* * *

De voorgestelde bepalingen ten gunste van deze verschillende reeksen van agenten zullen overal toepasselijk zijn behalve in de gemeenten met eene bevolking van minder dan 3.500 inwoners.

De Middenafdeeling was van oordeel dat in de gemeenten met eene beperkte bevolking, over het algemeen de wet ondoelmatig zou zijn.

Buiten de betrekkingen van secretaris, ontvanger, veldwachter en, streng genomen, politiecommissaris, zijn er geene vaste en geregelde ambten van gemeentebedienden in de kleine gemeenten.

Indien daar bijzondere opdrachten worden verleend, dan is het meestal als een bijplaatsje toegekend aan personen die andere bezigheden hebben en andere persoonlijke inkomsten genieten.

Er werd overigens geoordeeld dat een te strenge algemeene regel voor de weinig bevolkte gemeenten, waar de bestaansvoorwaarden vaak veel gunstiger zijn dan in de groote centra, zou kunnen schaden aan den goeden gang der gemeentediensten.

Het komt inderdaad herhaaldelijk voor dat in de kleine gehuchten en dorpen sommige geringe bedieningen, maar nochtans van werkelijke en uitsluitende noodzakelijkheid, worden toevertrouwd aan personen van goeden wil, aan oude

of gebrekkige menschen; legt men aan de gemeenten een al te zwaar salaris op, dan zouden die postjes natuurlijk moeten opgeheven worden.

Dit is geenszins wenschelijk, en men kan te dien aanzien volle vertrouwen hebben in de gemeentebesturen.

De Middenafdeeling heeft de minima-jaarwedden (art. 9 en 10) aangenomen, verschillend volgens de onderscheidene categorieën van gemeenten volgens de bevolking, zzoals zij in het ingediende voorstel zijn vastgesteld.

Het ontwerp Masson van 1920, dat als grondslag diende voor het U thans voorgelegde ontwerp, maakte nochtans, onder de rechthebbende agenten een onderscheid dat niet meer werd opgenomen.

Het nam voor de politieagenten een bedrag van aanvangswedde aan, dat merklijk lager was dan dat der beroepsklerken en technische agenten.

De Middenafdeeling heeft verkozen al die agenten op volkomen gelijken voet te behandelen. Zij was van oordeel dat zoo, eenerzijds, het ambt van politieagent van minder gehalte schijnt te zijn, men er nochtans rekening moet mede houden, dat het gemeenlijk veel later wordt bekomen. Zoo worden, bijvoorbeeld, de klerken dikwijls benoemd bij het eindigen hunner studiën; de politieagent moet zijn militairen dienst hebben geëindigd en beantwoorden aan lichamelijke en zedelijke vereischen die een zekere geestesrijpheid laten veronderstellen. Het is billijk daarmede rekening te houden.

Artikel 41 der wet bepaalt de bijkomende toelagen die in aanmerking kunnen komen voor het vaststellen der minimumwedde: Het zijn die welke in natura worden verstrekt krachtens de betrekking zelf.

Dewijl men het noodzakelijk heeft geoordeeld een minimum op te leggen om de onontbeerlijke levensnoodwendigheden van de gemeentebedienden te verzekeren, is het rechtvaardig dat, bij de berekening van dit minimum, men in aanmerking neme al de stoffelijke voordeelen welke uit de functie zelf voortvloeien.

De gezinstoelagen behooren blijkbaar niet tot deze reeks van voordeelen; zij worden verleend niet om reden van de betrekking, maar krachtens bijkomende gezinslasten. Zij moeten dus worden aangezien als niets gemeens hebbende met de vaststelling van het wedde-minimum; die welke reeds werden verordend en toegepast moeten behouden worden; die welke het zullen zijn in de toekomst mogen, op geener wijze, invloed oefenen op het verplichtend algemeen bedrag.

Dit geldt eveneens voor de vaste of de veranderlijke duurtetoelagen welke zullen behouden of verleend worden na de heraanpassing der wedden door deze wet noodzakelijk gemaakt. Wij verklaren onze gedachte:

Deze toelagen zijn in beginsel hoofdzakelijk van tijdelijken aard; zij worden toegekend om tegemoet te komen aan de levenslasten van het oogenblik. In hunne toepassing werden zij op de meest verschillende wijze geformuleerd.

Sedert den oorlog en op rechtstreekse ingeving van de Regeering zelf, hebben de gemeenten dikwijls hun toevlucht genomen tot die wijze van tegemoetkoming, omdat het onzekere van de bestaansvoorwaarden eene groote omzichtigheid vergde in het bepaald vastleggen der wedden en der loonen.

Doch dit beginsel, zeggen wij, werd op zeer verschillende wijze toegepast.

Zekere gemeentebesturen zijn er toe gekomen de bezoldigingsbedragen voorgoed vast te leggen; andere hebben, naast belangrijke loonsverhoogen, de toeslagen wegens de levensduurte zeer sterk beperkt; nog andere besturen verhoogden slechts op zwakke wijze de vaste wedde, soms behielden zij zelfs eenvoudig de vooroorlogsche bedragen met een veel ruimer aandeel te geven aan de bijkomende toeslagen.

Om den toestand der ambtenaren te regelen, welke toestand, krachtens de wet, — voor wat de gezamenlijke voordeelen betreft — niet opnieuw kan betrokken worden (zie artikel 17), zal het noodig zijn, na het aannemen dezer wet, dat vele gemeenten tot eene nieuwe aanpassing der jaarwedden overgaan :

De verplichtend geworden bezoldigingsbedragen zullen in de vaste wedde moeten opgenomen worden. Het overblijvend gedeelte der duurtetoeslagen, dat een verworven recht uitmaakt, zal alleen onderworpen blijven aan de voorwaarden welke het gemeentebestuur voor hunne toekenning bepaalt.

Hetzelfde geldt wel te verstaan voor de bijkomende vergoedingen welke door de gemeente later worden toegekend.

. . .

Het wetsvoorstel verbodt in algemeenen regel aan al de klerken, beambten en politieagenten, rechtstreeks of door tusschenpersonen handel te drijven.

De Middenafdeeling was van gevoelen, dat de maatregel op zulke onbuigzame wijze uitgesproken, in vele belangwekkende gevallen, aanleiding kon geven tot erge bezwaren en zelfs voor de belanghebbenden soms eene nuttelooze en weinig billijke berooving kon wezen van rechtmatige inkomsten.

Men begrijpt, dat het verbod, handel te drijven, in beginsel eene vereischte is om klaarblijkende misbruiken te beletten.

Immers, buiten den handel bestaan er andere bedrijven welke een agent als bijkomende verdienste kan waarnemen en die onuitstaanbare toestanden zouden kunnen tot stand brengen, ja, rechtstreeks in strijd komen met de gemeentebelangen. Kan men, b. v., aannemen, dat een leider of toezichter van werken tezelfdertijd agent weze, makelaar of vertegenwoordiger van een kantoor voor bouwstoffen?

Waarom zouden, anderzijds, de gemeentezaken schipbreuk lijden door het feit, dat de echtgenoot of de dochters van een agent een winkel open houden of een kleine nering drijven van koopwaren welke hoegenaamd niets te maken hebben met de goederen welke het gemeentebestuur zou kunnen noodig hebben? Waarom deze bijverdiensten verbieden, wanneer zij klaarblijkend een niet zelden groot gezin kunnen steunen?

Er moet dus eene meer ruime formule gevonden worden. Die formule schijnt, onzes dunkens, gevonden te zijn in de bepaling dat « aan de agenten verboden wordt elk handelsbedrijf en elke bediening waarvan de uitoefening, door den Gemeenteraad kan worden aangezien als niet vereenigbaar met hun ambt. » (Art. 12).

De Raad wordt dus bevoegd om de machtiging waarvan sprake toe te laten, te verleen of na vastgesteld misbruik in te trekken. Wanneer men aan de belanghebbenden een wel bepaald recht op verhaal en beroep bezorgt, verzekert men de billijke tenuitvoerlegging van deze bepalingen.

Onder dezelfde omstandigheden, voorziet de wet eene bijzondere verbodsbepaling betreffende de politieagenten : namelijk boschwachter te zijn voor bijzonderen. Het politietoezicht is van algemeen belang, en moet dus op billijke wijze worden vervuld tegenover al de eigendommen zonder onderscheid. Wanneer men eene bezoldigde opdracht van een bijzonderen persoon aanvaardt, om een scherper toezicht te oefenen over zijn eigendom of zijne jacht, dat is toch wel een werkelijk af te keuren misbruik. De betrokken persoon zou natuurlijk geneigd zijn de bedrijvigheid welke hij verschuldigd is aan het gemeenebest, te wijden aan private belangen ; en aldus kon zelfs de onpartijdigheid in de uitoefening van zijn ambt gevaar loopen.

. . .

Door artikel 13 worden met de gemeentebeambten gelijkgesteld, de klerken en technici in dienst van de intercommunale besturen, de regieën, de instellingen van onderstand en andere inrichtingen die van de gemeenten afhankelijk zijn.

Het ambt van deze aangestelden, bij de diensten die afhangen van het gemeentebestuur of onder derzelfs contrôle zijn geplaatst, heeft eene zoo groote gelijkenis met dat van een gemeentedienst, dat hetzelfde statuut zonder eenig bezwaar op hen kan toegepast worden.

GEMEENTEARBEIDERS (Art. 14).

In het wetsvoorstel Pecher worden minimumloonen voorgesteld voor de « vastbenoemde gemeentearbeiders ».

In het voorstel Masson werden die niet aangenomen.

« Wat de werklieden betreft, schreef hij in de Toelichting, waren wij van meening dat het zeer moeilijk zou zijn, en in zekere mate schadelijk voor hunne belangen, hun loon te regelen volgens een vasten rooster, door de wet vastgesteld. De werken, waarmede zij belast zijn, zijn van allerlei aard ; de vereischte bekwaamheden ook zijn zeer verscheiden. Er zou een onbepaald aantal afdeelingen en klassen noodig zijn om iedereen in zijn rang te plaatsen en aan iedereen het billijk minimum te verzekeren. Eindelijk zijn al de loonen in 't algemeen, zelfs in de openbare besturen, zoo vast als die der bedienden. De schommelingen der loonen in de nijverheid zijn niet zonder invloed op die der openbare diensten.

« Wij waren van meening dat de werklieden een voldoende waarborg zouden vinden in het recht om in beroep te komen bij de hogere overheid ; dit recht wordt hun door het ontwerp toegekend ».

De Middenafdeeling heeft nochtans de voorgestelde minima aangenomen, maar zij heeft de gegrondheid erkend van eenige der hooger aangevoerde beschouwingen, door den tekst van het u voorgelegd artikel te wijzigen.

De minima zullen toegepast worden op het « loon van de niet geschoolde arbeiders die, uitsluitend en werkelijk deel uitmaken van het gemeentepersoneel ». Het is dus op het aanvangsbedrag vastgesteld voor de daglooners die geen gespecialiseerd vak uitoefenen ten bate van de gemeente.

Voor de geschoolde arbeiders (schrijnwerkers, smeden, metsers, electriek-arbeiders, enz.) zullen de voorwaarden der arbeidsbezoldiging vanzelf vastgesteld worden volgens de normale bedragen van de gelijkwaardige dagloonen in de streek betaald.

De woorden « werkelijk en uitsluitend » moeten verklaard worden in den door ons hooger aangeduiden zin.

Voegen wij er evenwel bij, dat de leerjongen geen arbeider is in den hier begrepen zin; hij zal de voorgeschreven minima slechts kunnen eischen den dag waarop hij op normale wijze de taak, waarvoor hij zijn leertijd heeft gedaan, zal kunnen uitoefenen.

Wat de arbeidsregeling betreft, staan de gemeentewerklieden natuurlijk onder het beheer der wet van 10 Maart 1900 op de Arbeidsovereenkomst. Deze wet is voor hen, evenals voor de gemeente-werkgeefster, streng verplichtend.

Het is wel verstaan dat de bepalingen van de algemeene schikkingen dezer wet, die hun uitdrukkelijk zekere voordeelen of bijkomende verplichtingen voorbehouden, ook op hen bovendien toepasselijk zijn.

ALGEMEENE BEPALINGEN,

In de artikelen 15 tot 28 worden verschillende bepalingen van algemeen aard voorzien waarvan de tekst weinig opheldering vraagt. Die tekst past de beginselen toe in den aanvang van dit verslag uiteengezet.

Artikel 15 geeft aan het gansche gemeentepersoneel een recht van beroep bij de Bestendige Deputatie en bij den Koning, wanneer de verhoogingen bepaald in de gemeentereglementen door den Raad niet worden toegestaan.

De beweegredenen van den Raad moeten gecontroleerd worden.

Wij hebben den tekst van het voorstel aangenomen door aan den belanghebbenden agent bovendien toe te staan zijne verdediging te doen voordragen door een persoon zijner keuze.

Artikel 16 schrijft voor dat de wedden en loonen ten minste eens per maand moeten uitbetaald worden.

Het voegt er bij, dat elke aangevangen maand geheel moet betaald worden. Dit geldt wel te verstaan voor de maandwedden die per maand betaald worden. Voor de loonen van de gemeentearbeiders, die de betaling zijn van een materieelen handenarbeid, regelen de bepalingen van artikel 19 der wet op de Arbeidsovereenkomst, omstandig de verplichtingen en de rechten van den werkgever en den arbeider.

Artikel 17 waarborgt al de thans verworven rechten van het personeel.

De artikelen 18 en 19 bepalen de voordeelen verleend aan de agenten die, ten gevolge van hunne toewijding gedurende den oorlog, in de onmogelijkheid verkeerden het gemeenteambt waarmede ze waren bekleed waar te nemen.

De tijd dien zij werkelijk in den dienst van het Vaderland hebben doorgebracht, wordt, naar den aard van hetgeen zij voor de openbare zaak verrichtten, begrepen in de berekening der dienstjaren voor een gelijkwaardigen, en zelfs in sommige wel bepaalde gevallen, voor een dubbelen duur.

Er wordt in dien zin zelfs rekening gehouden met de gevallen van heirkracht, die den belanghebbende van goeden wil hebben belet zich werkelijk aan het openbaar belang te wijden.

De voordeelen van de verdabbeling, voortvloeiend uit deze bepalingen, worden enkel verleend met het oog op de gelijkstelling der wedden; zij hebben geen invloed op de rechten van bevordering.

Artikel 20 verleent aan de Regeering het recht bijkomende duurtetoeslagen op te leggen, die om de drie maanden worden herzien.

Artikel 21 wijst het vertrekpunt aan voor de herziening der wedden, als gevolg van de wet; deze moet worden toegepast van af 1 Januari 1925.

Het omschrijft de te volgen regelen wanneer de bezoldigingen worden beïnvloed door de vermeerdering van de bevolking der Gemeente. De bedragen verschillen inderdaad volgens de getalsterkte van de inwoners der plaats.

Dit is een billijke grondslag, welke ook voorkomt in de wet betreffende den toestand der gemeentesecretarissen en opgenomen werd in de verschillende voorstellen over de stof die ons bezighoudt. Het is ten andere algemeen aangenomen dat de bestaansvoorwaarden zwaarder worden en de openbare inkomsten grooter naar gelang de bevolking aangroeit.

Is deze aangroei van zoodanig belang, dat daardoor de gemeente in eene hogere categorie wordt geplaatst, dan moet men de agenten van het bestuur daarvan de voordeelen verleen en op hen de nieuwe bedragen van de minimumwedde toepassen, met inachtneming van de dienstjaren van elken rechthebbende.

Door artikel 22 wordt aan een Koninklijk Besluit het recht voorbehouden de tot eene agglomeratie behorende gemeenten te rangschikken wegens de totale bevolking van deze laatste.

Daar het hier een uitzonderlijk recht geldt, dient men zich niet te vergissen over den zin van het woord « agglomeratie ».

Er is geen sprake over eene toekomstige vereeniging van eender welke gemeenten; andere factoren, die de samensmelting verklaren, moeten er bij komen. Wij willen ze juist bepalen: de agglomeratie moet ten eerste stoffelijk zijn door het ineenloopen van de gebouwen; daarbij moet komen hetzij eene volstrekte gelijkheid, hetzij eene redelijke analogie van de bestaansvoorwaarden enerzijds, van de activiteit en de lasten der gemeenten anderzijds.

Men begrijpt dat het onmogelijk is daaromtrent strenge regelen te bepalen. De Regeering zal eigenmachtig uitspraak doen; zij zal het natuurlijk slechts kunnen doen na de betrokken besturen te hebben geraadpleegd, welke verzocht worden hunne verlangens en hunne bezwaren te doen kennen.

De artikelen 23 en 24 zijn van de belangrijkste van het voorstel. Zij verleen op de meest algemeene wijze aan al de aangestelden van het gemeentebestuur en van de ondergeschikte besturen zonder uitzondering het recht in beroep te komen bij de hogere overheid, wanneer zij zich benadeeld achten in de toepassing dezer wet.

Artikel 25 gaat zelfs nog verder. Het verleent aan al de gemeentebedienden waarop de wet niet van toepassing is, zelfs aan de tijdelijk aangestelden, zelfs aan de titularissen van bijkomende ambten, het recht bezwaar in te dienen met eventueel beroep bij de Bestendige Deputatie.

Artikel 26 regelt de samenstelling en werking van de Commissie van Advies en Verzoening die in elke provincie zal opgericht worden.

De taak van deze Commissiën zal hoofdzakelijk raadgevend zijn.

Eene opmerking dient er gemaakt : Daar sommige leden er van moeten aangeduid worden door de Nationale Vakvereenigingen van gemeentelijke ambtenaren, bedienden of werklieden, zouden er daarover betwistingen kunnen oprijzen tusschen deze verschillende organismen. In geval van oneenigheid moet de Minister van Binnenlandsche Zaken de Vereenigingen kiezen die afgevaardigden moeten aanduiden.

Artikel 27 veralgemeent en bekrachtigt in de wet eene nieuwigheid die reeds in vele provinciën wordt toegepast, namelijk de instelling van bijzondere leergangen voor het graduaat in bestuurszaken, met toekenning van regelmatige diploma's.

Het bezit van dit diploma zal in sommige gevallen den titularis ontslaan van het examen voor de toelating tot de aangevraagde ambten opgelegd,

De Middenafdeeling heeft daaraan de gepaste tempering toegevoegd. Het bezit van dit diploma zal in geen geval den aanvrager ontslaan van het examen over de bijkomende technische en bestuursvakken waarvan de kennis bovendien door het Gemeentebestuur zou worden vereischt voor bedieningen welke men aan speciaal bevoegde beambten wil toevertrouwen.

* * *

Voor elke bedoelde klasse van ambten, hernam het oorspronkelijk voorstel, namelijk in zijne artikelen 7, 17 en 21, de volgende bepaling :

« Indien, om reden der schommelingen in de levensduurte en bij wijze van algemeenen maatregel, de jaarwedden der ambtenaren en agenten van den Staat gewijzigd worden, kan de Regeering het bij bovenstaand artikel vastgesteld barema herzien, zich gedragende naar de regelen volgens dewelke de barema's der overige agenten gebeurlijk worden gewijzigd. »

De bedoeling der makers van het ontwerp was, naar het schijnt, de Regeering te machtigen, gebillijkte wijzigingen in de hier goedgekeurde minima-wedden te brengen zonder de kracht eener nieuwe wet ; dit recht werd haar niet op onbeperkte wijze gegeven, maar wel in het geval dat zij zelf de wedden of loonen harer ambtenaars of beambten verhoogde of verminderde.

Kortom het scheen hun logisch toe, den toestand der gemeentebeambten overeen te brengen met dien der gelijkaardige Staatsbeambten.

De Middenafdeeling heeft deze stelling niet aangenomen en deze bepalingen weggelaten. Tot staving van deze zienswijze deed men volgende redenen gelden :

« 1° Vermits de Middenafdeeling geweigerd heeft een verhoogingsbarema, wat

beginsel en modaliteiten betreft, in de wet te schrijven, wordt het overbodig en onlogisch modaliteiten of maatregelen tot vermindering te voorzien.

« 2° Vermits, anderzijds, het verhoogingsbarema door de Middenafdeeling werd verworpen om aan de gemeenten het recht te laten deze verhoogingen zelf te bepalen volgens hunne inkomsten en naar den aard der diensten welke zij van hun personeel eischen, zou het handhaven van deze artikelen de uitoefening van dit recht beletten evengoed als de inlassching van het barema in de wet.

» Ten slotte springt deze ongerijmdheid nog sterker in 't oog, wanneer het gemeentewerklieden geldt. Het ontwerp voorziet voor hen geen verhoogingsrooster, wel middelen tot vermindering.

» 3° De toestand van het Staatspersoneel is gansch verschillend met dien van het personeel der gemeenten.

» Wedden, loonen, pensioen, duurt- en gezinstoeslag, verblijfsvergoeding, enz., van dit alles kan niets in vergelijking komen wat grondslag en modaliteiten betreft.

» Verder verschillen deze toestanden zelfs van gemeente tot gemeente.

» Onder deze omstandigheden zou dergelijke algemeene maatregel, door het Hoofdbestuur getroffen, om te worden toegepast op toestanden die met elkaar oneindig verschillen, een warboel verwekken, waarvan alleen de gemeentebesturen en het betrokken personeel de uitgestrektheid kunnen overzien.

« Een dergelijke bepaling zou maar aan te nemen zijn wanneer de arbeidsvoorwaarden eender werden gemaakt voor Staatspersoneel en gemeentepersoneel ».

Bij deze ons voorgelegde beschouwingen willen wij voegen dat, naar onze meening, het vraagstuk der gebeurlijke verzwaring der bestaansvoorwaarden beïnvloed en zelfs in hare bezwaren gewaarborgd wordt door de bepalingen van artikel 20 van het ontwerp der Middenafdeeling. Dit artikel, vergeten wij het niet, geeft aan de Regeering het recht de gemeenten op te leggen aanvullende duurtbijlagen te verleenen.

Wanneer daarentegen — wat niet te voorzien is, — tenminste in de naaste toekomst — de economische toestand zou verbeteren in zoodanige mate dat de wedden niet meer op hun cijfer zouden kunnen behouden worden zonder de grondbelangen van de gemeente in gevaar te brengen, dan zou het niet moeilijk zijn eene nieuwe wet te maken. De eenvoudige wijziging van de cijfers in die artikelen zou volstaan om ze te brengen binnen de perken van billijkheid en rechtvaardigheid.

. . .

Zooals wij reeds hebben gezegd, beperkt zich het wetsontwerp van de Middenafdeeling, inzake bedrag van de wedden, tot de bepaling van minima.

Het laat aan de gemeenten het recht, door eene plaatselijke regeling het bedrag der normale en periodische verhoogingen, aan hun personeel verleend, vast te stellen.

Deze regeling bestaat feitelijk in bijna al de gemeenten die agenten gebruiken voor hare bestuurlijke en technische diensten.

Artikel 28 schrijft aan alle gemeenten voor een barema op te maken, waarin de nieuwe wetsbepalingen met zorg worden nageleefd.

Die welke geen barema hebben, zullen er dus een moeten maken; waar het wel bestaat zal het moeten in overeenstemming gebracht worden met de nieuwe voorschriften.

Uitdrukkelijk of stilzwijgend wordt door de wet aan de gemeentebesturen het absolute en soevereine recht voorbehouden — buiten de gevallen van beroep in sommige bijzondere gevallen — de algemeene of bijzondere voorwaarden tot benoeming in de verschillende ambten vast te stellen; de verhoogingen te weigeren aan de bedienden die niet behoorlijk hun ambt vervullen; de rangopvolging en de kaders van het personeel naar eigen goedgevallen te regelen; de voorwaarden van bevordering tot de opeenvolgende graden te bepalen hetzij volgens de dienstjaren, hetzij bij keuze, hetzij tengevolge van bijzondere examens.

* *

De Middenafdeeling heeft in haar ontwerp een ernstig werk willen tot stand brengen ten voordeele van de ontvangers, bedienden en werklieden der gemeenten. Zij heeft het tot stand gebracht met de betrachting daarbij zooveel mogelijk de gemeentezelfstandigheid te eerbiedigen,

Naar hare opvatting zouden verderstrekkende maatregelen daar niet te billijken zijn, terwijl zij een soort van wantrouwen zouden blijken te zijn te opzicht van de gemeentelijke overheid.

Deze laatste heeft den plicht, waaraan zij niet zal te kort komen, op waardige wijze den toestand te verzekeren van hare medewerkers, en aan hare dienaars al de waarborgen te verschaffen tot verdediging en bescherming van hunne belangen, hunne rechten en hunne vrijheid. Zij heeft ook den zedelijken plicht desnoods het werk van den wetgever te volledigen, met zich te laten leiden door de noodwendigheden van een goed bestuur, met inachtneming van de middelen waarover zij beschikt, steunend op de bijzondere lasten van het plaatselijk leven.

De Middenafdeeling verzoekt de Kamer binnen den kortst mogelijken tijd, de wet, waarvan zij haar den tekst onderwerpt, goed te keuren.

De Verslaggever,

FERNAND GOLENVAUX.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.



BIJLAGE.

*Weddenrooster der Gemeenteontvangers,
opgemaakt door de Interprovinciale Commissie der Bestendige Deputatiën
en in acht provinciën toegepast.*

EERSTE ARTIKEL. — A) De *minimum*-wedde der Gemeenteontvangers van de provincie wordt vastgesteld als volgt :

Reeks.	Bedrag der gewone ontvangsten.										Minimum.
1	1 tot	5.000	.	.	.	.	.	.	.	.	500
2	5.001 tot	8.000	.	.	.	.	.	.	.	.	750
3	8.001 tot	12.000	.	.	.	.	.	.	.	.	1.000
4	12.001 tot	15.000	.	.	.	.	.	.	.	.	1.250
5	15.001 tot	20.000	.	.	.	.	.	.	.	.	1.500
6	20.001 tot	30.000	.	.	.	.	.	.	.	.	2.000
7	30.001 tot	45.000	.	.	.	.	.	.	.	.	2.500
8	45.001 tot	60.000	.	.	.	.	.	.	.	.	3.000
9	60.001 tot	80.000	.	.	.	.	.	.	.	.	3.500
10	80.001 tot	100.000	.	.	.	.	.	.	.	.	4.000
11	100.001 tot	125.000	.	.	.	.	.	.	.	.	4.500
12	125.001 tot	150.000	.	.	.	.	.	.	.	.	5.000
13	150.001 tot	175.000	.	.	.	.	.	.	.	.	5.450
14	175.001 tot	200.000	.	.	.	.	.	.	.	.	6.125
15	200.001 tot	225.000	.	.	.	.	.	.	.	.	6.575
16	225.001 tot	250.000	.	.	.	.	.	.	.	.	7.025
17	250.001 tot	275.000	.	.	.	.	.	.	.	.	7.450
18	275.001 tot	325.000	.	.	.	.	.	.	.	.	7.850
19	325.001 tot	400.000	.	.	.	.	.	.	.	.	8.250
20	Boven 400.000 frank ontvangsten wordt de minimum-wedde van den ontvanger bepaald met het cijfer van 8.250 frank te verhoogen in de volgende verhoudingen :										
	1/2 t. h. van	400.000 tot	700.000	=	1.500	} dit maakt eene wedde van 12.000 frank voor 2.000.000 fr. gewone ontvangsten.					
	1/4 t. h. van	700.001 tot	1.200.000	=	1.250						
	1/8 t. h. van	1.200.001 tot	2.000.000	=	1.000						
	Boven 2 millioen, bekomt men 1 per duizend van de gewone ontvangsten minder.										
	Boven 5 millioen, 1/4 per duizend.										

In de gemeenten van 1 tot 10 mag echter de minimum-aanvangswedde niet 6/10 te boven gaan der aanvangswedde van den Secretaris, vastgesteld door de wet van 17 Augustus 1920; in de gemeenten van 11 tot 20 de 7/10; in de gemeenten waar de gewone ontvangsten 400.000 fr. overschrijden, de aanvangswedde aan den Secretaris door dezelfde wet verleend.

ART. 2. — De gemeenten worden gerangschikt in de onderscheidene categorieën op grond van de gewone ontvangsten der rekening van 1913, met inbegrip van de gewone toelagen voor onderwijs en wegen.

ART. 3. — Om de twee jaren, heeft de Gemeenteontvanger recht op eene verhooging bepaald op 5 t. h. van zijne aanvangswedde voor de categorieën 1 tot 9, op 4 t. h. voor de categorieën 10 tot 14, op 3 t. h. in de gemeenten der andere categorieën; de werkelijke wedde van den Ontvanger wordt aldus gevormd door de grondwedde vermeerderd met het bedrag der tweejaarlijksche verhoogingen waarop hij recht heeft wegens zijne dienstjaren.

ART. 4. — De wedden op grond van artikel 1 vastgesteld, zijn vatbaar voor herziening op den datum van 1 Januari 1930.

ART. 5. — Gaat, wegens verhooging of vermindering der ontvangsten, vastgesteld naar aanleiding der *tienjaarlijksche herziening*, eene gemeente over tot eene andere categorie waar de berekening der *tweejaarlijksche verhoogingen* geschiedt op grond van een anderen coëfficiënt, dan wordt op den ontvanger toegepast de coëfficiënt der categorie waarin de gemeente treedt, doch zonder dat de som, die hem vroeger als regelmatige verhooging werd toegekend, kan verminderd worden.

ART. 6. — Mits goedkeuring van de Bestendige Deputatie, kan de tweejaarlijksche verhooging door den Gemeenteraad worden geweigerd aan den ontvanger die zijn ambt niet op bevredigende wijze vervult; wanneer de ontvanger den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt, houdt de verhooging op verplichtend te zijn.

ART. 7. — De diensttijd sedert den 1^o Augustus 1914 vervuld door de gemobiliseerden en die hun recht geeft op de toekenning van frontstrepn, alsmede de duur van werkelijke gevangenschap, wordt dubbel geteld. Hetzelfde geldt voor den duur tijdens denwelken de gemobiliseerden of oorlogsvrijwilligers, uit oorzaak van ziekten, verwondingen of lichaamsgebreken opgedaan in het leger, in de onmogelijkheid zijn geweest frontstrepn te bekomen.

ART. 8. — De huidige jaarwedden, welke het hooger vermelde bedrag zouden overschrijden, blijven verworven en mogen niet verminderd worden zolang de titularissen in functie blijven.

ART. 9. — Onderhavig barema is slechts het minimum der jaarwedde van den Ontvanger; de Gemeenteraad mag altijd, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie, een hoogere wedde toekennen: op dezelfde wijze mag hij verhoogingen toestaan die het voorziene cijfer te boven gaan en vóór het verstrijken van den tweejaarlijkschen termijn.

ART. 10. — Indien een gemeenteontvanger zijn ambt uitoefent in meer dan ééne gemeente, zullen zijne aanvangswedde en de twee jaarlijksche verhoogingen gelijk zijn aan de wedde der verhoogingen toegekend aan den ontvanger, en overeenkomende met de reeksen van het geheel bedrag der te doene stortingen.

De grondslagwedde wordt met 5 t. h. verhoogd bij wijze van bijzondere vergoeding en onder de gemeenten verdeeld in verhouding van de gewone ontvangsten.
